



Manifestation de Gorcy (février 1979) : l'unité populaire contre la fermeture des aciéries.

Crise et unité
de la classe ouvrière (suite)

LES LUTTES OUVRIERES DE 1968 A AUJOURD'HUI

Depuis 1968 les luttes ouvrières sont plus nombreuses, et leur développement s'est accompagné de caractéristiques nouvelles, tant dans les formes qu'elles ont prises, dans les revendications avancées, que dans les affrontements politiques auxquels elles ont souvent donné lieu. Mais elles ont aussi rencontré des difficultés, des obstacles de diverse nature qui ont été surmontés pour une part, et qui, pour une autre part, n'ont pu l'être. Il en résulte un développement inégal, marqué par des avancées et des reculs.

C'EST que les conditions dans lesquelles les luttes pouvaient être menées ont changé depuis 1968, et en particulier depuis l'ouverture de la crise du fait de l'influence de différents facteurs : les difficultés économiques, la politique de la bourgeoisie, les tactiques des directions syndicales, les perspectives politiques, ... Comment leur action s'est-elle conjuguée pour peser sur le cours des luttes et sur l'attitude des travailleurs ?

C'est à cette question que cet article va essayer de répondre.

Dans une première partie sont rappelées les caractéristiques les plus significatives du développement des luttes depuis 1968. Plusieurs moments peuvent être mis en évidence : de 1968 à la grève des PTT, de 1975 à mars 1978, depuis les élections. C'est à l'analyse et à l'explication des passages de l'un à l'autre que sont consacrées respectivement les deuxième et troisième parties.

LES LUTTES DE 1968 A 1979

Mai 68 a sans doute marqué un tournant dans l'évolution des luttes : qu'il s'agisse de leur

nombre (les grèves ont en moyenne été 2 fois plus nombreuses sur la période 1969-1978 que sur la période 1958-1967), des moyens d'action utilisés, des débats auxquels elles ont donné lieu, en particulier la remise en cause, dans nombre d'entre elles, de l'hégémonie révisionniste. Pourtant l'évolution au cours de ces dix dernières années est loin d'être linéaire, sans avancées et sans reculs, même si certaines caractéristiques communes se retrouvent peu ou prou.

Quatre périodes peuvent être distinguées assez clairement.

1968 - Décembre 1974 : «la montée des luttes»

L'année 67 et le début de l'année 68 ont été marquées par quelques grèves dures, avec occupation, affrontement avec la police (Saviem à Caen, Rodhiaceta à Besançon et Lyon-Vaise, Renault au Mans), signes précurseurs de ce qui allait suivre.

Mai 68 allait faire franchir un pas très important :

- du fait de l'étendue du mouvement, ce sont des millions de travailleurs, y compris dans des entreprises très isolées, qui font l'expérience directe d'une grève longue, souvent avec occupation ;

- des aspirations nouvelles, certes encore floues, se sont fait jour dépassant les revendications «traditionnelles», et traduisant l'aspiration à voir changer la vie, au travail comme dans la société ;

- l'attitude des réformistes, et surtout des révisionnistes, est apparue clairement et largement ; cette première opposition ouverte au PCF laissera une empreinte durable, en particulier dans la jeunesse ;

- par une grève générale et illimitée, la classe ouvrière, que certains présentaient comme étant sur la voie de l'intégration dans une vaste «classe moyenne», reprenait conscience de sa force et de sa puissance face à la bourgeoisie. De fait mai 68 est resté de ce point de vue une référence.

Après une pause relative en 69 et pendant une partie de 70, le développement, tant quantitatif que qualitatif des luttes va reprendre jusqu'en 74. Un certain nombre de caractères nouveaux se manifestent.

Crise et unité de la classe ouvrière

- les grèves dures, de plusieurs semaines, avec occupations, séquestrations, affrontements avec la police et la maîtrise sont beaucoup plus fréquentes. Surtout, pour rompre l'isolement, une attention importante est accordée à la popularisation, avec parfois la mise en place de comités de soutien. Elles rencontreront une solidarité réelle, qui se manifestera également en dehors de la classe ouvrière (paysans, jeunes, étudiants,...)

- des couches qui jusque là avaient été relativement à l'écart des luttes, entrent en action, parfois massivement. C'est surtout le cas des OS, qui seront souvent à la pointe des luttes dans les usines (à Renault le Mans en 71, Peugeot-Mulhouse en 72 par exemple), mais c'est aussi le cas d'employés (Nouvelles Galeries à Thionville en 72, sécurité sociale et hôpitaux en 73, banques en 74). Les femmes, les jeunes, les immigrés, qui constituent l'essentiel de ces couches, les plus durement exploitées, prennent ainsi une place importante dans la lutte.

- des revendications nouvelles : augmentations uniformes des salaires, conditions de travail, travail au rendement,...prennent souvent une place importante, et sont l'objet de violentes polémiques avec les révisionnistes qui entendent, eux, gagner les cadres et la maîtrise.

La grève de LIP, pendant dix mois à partir d'avril 73, concentrera la plupart de ces aspects nouveaux, et en révélera d'autres, qui seront très largement popularisés dans tout le pays :

- les travailleurs de LIP montrent qu'il est possible de lutter contre la fermeture d'une entreprise ;

- ils ont montré concrètement que les travailleurs pouvaient organiser et diriger la production en se passant des patrons ;

- ils ont su mener leur lutte, dans des conditions extrêmement difficiles, en assurant à chaque instant la plus grande démocratie, qui permettait de stimuler l'initiative de tous et de tirer partie des idées justes avancées par les travailleurs.

Et c'est très justement que, pour des millions de travailleurs, malgré les campagnes de haine de la bourgeoisie, malgré les calomnies

déversées par la direction PCF de la CGT, la lutte de LIP a pris un caractère exemplaire, et qu'elle a servi effectivement d'exemple dans bien d'autres luttes par la suite.

Pendant toute cette période les aspects nouveaux apparus au cours des luttes ont été l'enjeu de débats et de questions, d'une lutte d'idée intense contre les conceptions réformistes, mais surtout révisionnistes. Les augmentations uniformes, les comités de soutien, l'occupation, la séquestration des cadres,...rencontraient une hostilité ouverte de la CGT et du PCF qui dénonçaient systématiquement et avec une grande violence les «manœuvres des gauchistes».

Pourtant cette lutte entre les 2 voies, était loin d'être clairement tranchée. De nombreux conflits ont conservé un caractère traditionnel, et le PCF a su conserver l'initiative, y compris dans des luttes dures. Par exemple à Renault-le-Mans en 71 où de jeunes ouvriers combattifs emboîtent le pas à la CGT contre les «gauchistes», chez Rateau en 74, dont la CGT cherchera à faire un modèle à opposer à LIP, à la RATP en 71 où elle réussit à faire arrêter une importante grève (1)...

La grève des PTT qui démarre en octobre 74 amorce le tournant qui sera pris en 75. Engagée spontanément par les postiers des centres de tri parisiens, de jeunes auxiliaires souvent «déportés» de province et qui resteront jusqu'au bout à la pointe de la lutte, elle prend rapidement une grande ampleur. Par les revendications mises en avant (1 700 F minimum titularisation 200 F pour tous) claires et mobilisatrices, par sa combativité, par son efficacité, le mouvement des postiers rencontre un large écho auprès des travailleurs. C'est le premier conflit important de la rentrée, alors que la crise commence à faire son effet et que Giscard vient de s'installer à l'Élysée. Le PCF fera preuve d'habileté, en se posant d'abord en soutien aux postiers (un meeting est convoqué à la Bastille à l'appel de la seule CGT), une campagne est lancée contre FO qui, comme d'habitude, trahit la lutte, mais ce sont leurs dirigeants, membres du PS, qui sont en fait visés. Les diverses tentatives d'exten-

sion, à la SNCF, dans les hôpitaux ou la Fonction Publique, sont sabotées. Dès lors le mouvement, face à l'intransigeance du gouvernement qui veut faire un exemple, s'effiloche, le PCF organise la reprise «démocratiquement», établissement par établissement, en s'appuyant sur les secteurs les moins mobilisés .

Janvier 75 - octobre 76 : les conflits longs et la crise

L'échec de la grève des PTT, un mouvement qui réunissait des conditions favorables au succès (le nombre, la mobilisation, la durée, l'efficacité), va peser lourd par la suite, et il faudra attendre le printemps 75 pour que les luttes reprennent une certaine ampleur.

Des luttes offensives sur les salaires et les conditions de travail vont se déclencher assez régulièrement dans différentes usines des grands trusts : Renault (Billancourt et le Mans en 75), Usinor-Dunkerque, les Cables de Lyon, Chausson (Genevilliers et Asnières) (2), Paris-Rhône, Bourgogne-Electronique,... Ce sont souvent les OS (des immigrés dans l'automobile, des femmes dans l'électronique), qui seront à la pointe du combat.

Mais ces luttes se heurteront à des obstacles importants :

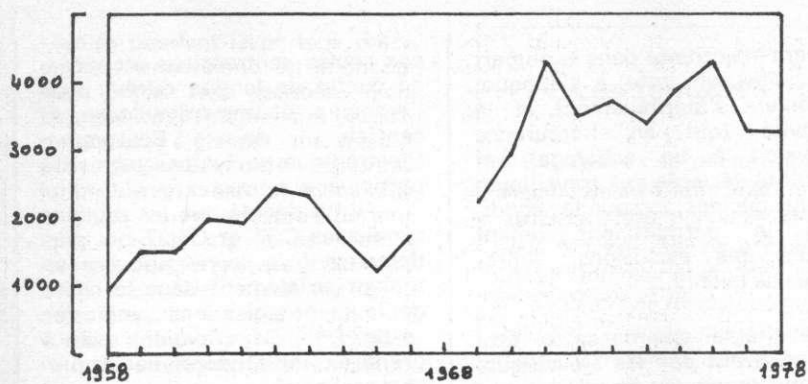
- déclenchées dans un atelier particulier d'une grande usine, ou dans une des usines d'un groupe industriel, il sera en général difficile de rallier l'ensemble des ouvriers dans la lutte ;

- la répression sera immédiate et violente : flics, maîtrise et commandos spécialisés, et les licenciements des militants les plus actifs sont fréquents (17 licenciements de délégués à Renault, licenciements à Bourgogne-Electronique, aux Cables de Lyon, à Peugeot-Mandeuvre...). Elle suscitera souvent une riposte de la part des travailleurs,

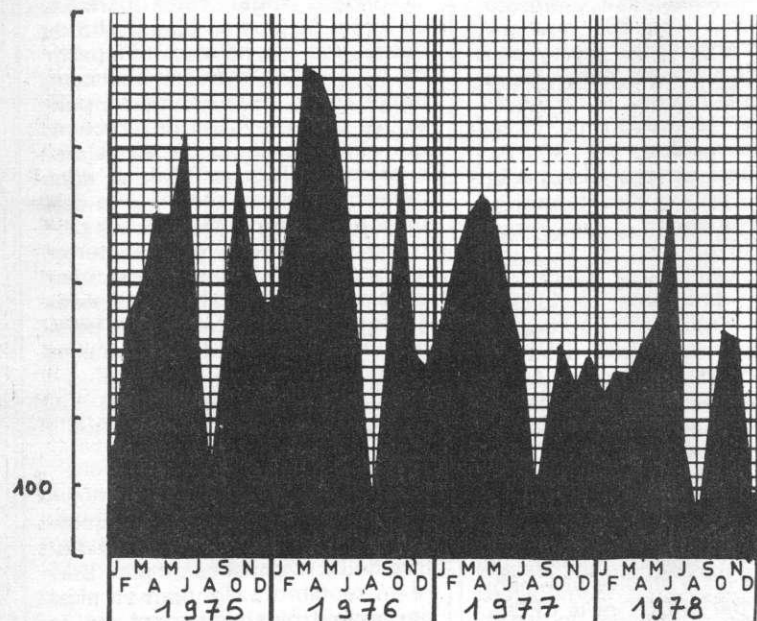
(1) C'est à la suite de cette grève que la CGT sort son manifeste «Pour une action responsable et efficace» qui servira de base à la condamnation de nombreuses luttes.

(2) Voir Front Rouge n°3-ancienne série-janvier 1976.

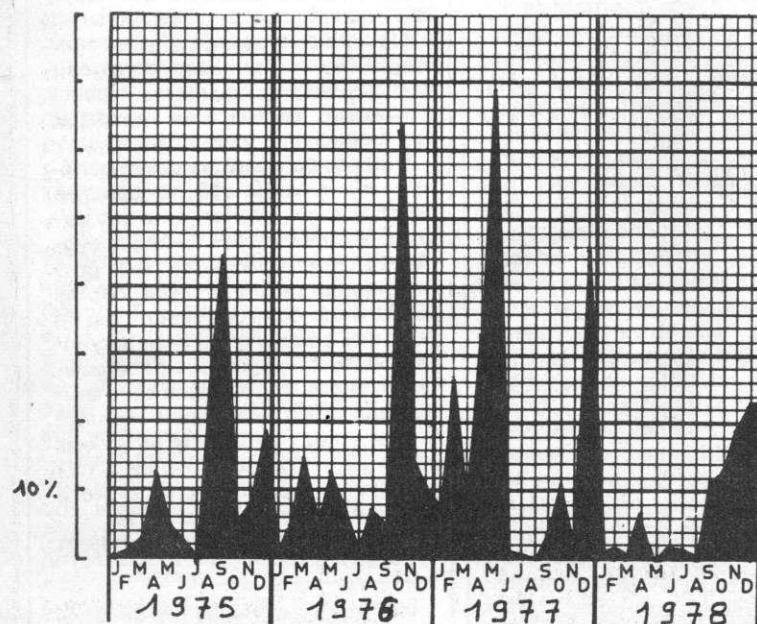
Crise et unité de la classe ouvrière



Nombre de grèves par année, depuis 1958
Elles sont deux fois plus nombreuses depuis 1968



Nombre mensuel de grèves depuis 1975 (sauf journées d'action, une cinquantaine par an environ)
On remarque la tendance à la baisse depuis l'été 76, ainsi que «l'écrêtage» à l'approche des élections de mars 78.



Part des journées d'action dans le nombre de journées de grève, mensuellement depuis 1975.
Les journées d'action ont pesé particulièrement à partir de la rentrée 76.

Crise et unité de la classe ouvrière

mais les hésitations, dès lors que l'affrontement violent avec les flics est nécessaire, en limiteront l'ampleur.

Même si, dans certaines occasions en 1975 les révisionnistes adoptent en apparence une attitude combative, finalement réformistes et révisionnistes réussiront en général à saboter les luttes, jouant des divisions entre grévistes et non-grévistes, limitant les contacts entre ateliers ou entre usines, empêchant un affrontement offensif avec la police. Ces luttes se termineront souvent de manière confuse, parfois avec des succès partiels, mais rarement sans sanctions.

Commencent aussi à se multiplier les « conflits longs », boîtes en lutte contre les fermetures et où les travailleurs, suivant l'exemple des LIP, refusant les licenciements, occupant les ateliers, s'efforcent de populariser leur mouvement, qui vont parfois durer plus d'un an : dans l'imprimerie (Lang, Mazarine, Cachan, Chauffour...), la chaussure (Réhault, Salamander...), le textile (Everwear, Big-Chief...) et bien d'autres secteurs (Griffet...). En juin 75 on dénombre plus de 100 usines occupées, et 100 000 travailleurs en grève et, en septembre 75, 20 usines étaient encore occupées.

Malgré les efforts souvent importants des travailleurs de ces entreprises, il sera difficile de maintenir durablement un courant de solidarité autour de leurs luttes, autour desquelles par ailleurs la bourgeoisie dressera un véritable mur de silence.

Le durcissement incontestable des conditions de la lutte va rapidement placer au premier plan des débats parmi les travailleurs des préoccupations tactiques immédiates : comment se coordonner avec les autres ateliers ou les autres usines ? Comment riposter aux flics ? Comment durer ? Les appareils syndicaux, dont c'est une des tâches essentielles que d'aider les travailleurs à répondre à ces questions et à les aider dans la recherche de solutions concrètes, étaient directement interpellés. En particulier leur aide était souvent indispensable pour prendre les contacts dans la branche ou les groupes. Leur attitude, en particulier de la CGT, qui de plus était

souvent majoritaire dans la plupart des boîtes en lutte à l'époque, combinera l'atermoisement et la passivité (qui en l'occurrence équivalait à un sabotage), et l'hostilité déclarée aux travailleurs les plus décidés, lorsque les conditions le permettaient (allant jusqu'à des exclusions : Imro, Cabies de Lyon).

Un thème commence à être mis en avant par les travailleurs les plus engagés dans l'action : celui du « mouvement d'ensemble », d'un « mai 68 ouvrier ». Il reflète d'abord cette aspiration à rompre l'isolement dans lequel les luttes s'enlisaient, et un moyen pour élever le rapport de forces face à la bourgeoisie.

C'est aussi cette préoccupation qui est à l'origine des tentatives de « coordination » qui virent le jour en 1976.

L'une, celle des « licenciés Durafour » (militants syndicaux licenciés) réunit Bourgogne-Electronique, les Câbles de Lyon, la SEP, Sanders-Juvisy... Mais, en butte à l'hostilité des confédérations, et portant sur un thème assez limité, elle n'eut qu'une audience réduite.

Une autre, qui aurait pu avoir une portée plus importante, s'amorça en juin 76 autour de Lip(3). Elle fut d'emblée vivement combattue par la CGT et la CFDT. Deux questions étaient posées quant aux perspectives que pouvaient offrir ce type d'initiatives :

— les boîtes en lutte, en particulier les « conflits longs », peuvent-elles constituer l'amorce d'un pôle pour le regroupement des luttes, au niveau régional, voire national ?
Peuvent-elles servir de point d'appui dans une avancée vers un mouvement d'ensemble ?

— quelles relations ces « coordinations », susceptibles de rassembler des travailleurs de diverses branches, syndiqués et non-syndiqués, entretiendraient-elles avec les structures syndicales ? Est-il possible, souhaitable, d'affronter ces dernières ?

Les pressions des confédérations, les difficultés spécifiques aux conflits de longue durée, renforcèrent les hésitations. Si bien que, lors de la deuxième réunion de la coordination de Lip en septembre 76, ces questions furent tranchées :

— La coordination se limitait

aux seules « entreprises occupées, en conflit de longue durée, pour l'emploi », et une travailleuse, licenciée de Bourgogne-Electronique ne fut pas admise à participer aux travaux.

— Il fut décidé que les sections syndicales CGT et CFDT qui participaient à la coordination se situaient strictement dans le cadre de leurs organisations syndicales respectives, et n'avaient pas à prendre d'initiatives en lieu et place de celles-ci.

Pendant toute cette période, ce furent de plus en plus l'attitude des appareils syndicaux, et à partir de là, mais de manière beaucoup moins nette, celle des partis politiques qui en avaient la direction, qui alimentèrent critiques et discussions politiques. Mais si dans l'ensemble, il en résulta une certaine méfiance par rapport aux partis de gauche, la levée des interrogations qui étaient ainsi suscitées était contrariée par l'approche des échéances électorales, et des perspectives alors crédibles qu'elles prétendaient offrir.

Octobre-76 - mars 78 : «attendre 78»

«Attendre 78 ?» fut une question directement soulevée à la rentrée de 76. L'annonce du plan Barre en septembre signifiait en effet on ne peut plus clairement que la bourgeoisie, loin de modérer sa politique, comptait l'accentuer très sensiblement. Dès lors, il n'était plus temps de s'interroger longuement : ou on engageait immédiatement une riposte d'ampleur, ou on s'en remettait aux élections de mars 78.

Dans ce contexte, la grève générale du 7 octobre 76 prenait un relief tout particulier. Elle fut largement suivie, et les cortèges syndicaux furent souvent les plus importants qu'on ait vus depuis 1968. Dans ces manifestations, la politique giscardienne dans son ensemble était largement dénoncée. Des franges importantes de manifestants affirmaient leur volonté d'aller plus loin. « N'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68 ! » était un mot d'ordre qui fut assez largement repris.

Mais les obstacles qui s'étaient

(3) Voir Front Rouge n°9-ancienne série-octobre 1976.

révélés pendant la période précédente demeuraient, et n'ont pu être levés. Les confédérations s'emparèrent même des aspirations qui s'étaient manifestées pour, sous prétexte de «lutter tous ensemble et sans attendre 78», engager un cycle forcené de journées d'action qui ne se ralentira que peu de temps avant les élections. Leur effet le plus net fut de désarticuler complètement les conflits qui, malgré tout, éclataient ici ou là, sans contribuer en aucune façon ni à leur coordination, ni à la constitution d'un véritable rapport de forces.

De fait les conflits longs, pour la plupart hérités de la période antérieure, vont s'installer dans une situation d'attente, comme un grand nombre de travailleurs.

La perspective, alors vraisemblable, de l'arrivée de la gauche au pouvoir va de plus en plus constituer l'axe des discussions politiques, relancées par la cassure ouverte entre le PCF et le PS. La CFDT lance sa plate-forme et les conseils d'atelier, la CGT essaie de populariser la gestion démocratique, le PCF se rallie in extremis à l'autogestion...

Malgré l'intérêt des thèmes ainsi soulevés, les discussions auront bien du mal à se dégager des polémiques immédiates suscitées par la campagne électorale.

Dans ce contexte les quelques luttes importantes qui se déroulent (Michelin par exemple), témoignent pourtant, comme la série de grèves dans des entreprises souvent de petite taille, de l'existence d'un potentiel de combativité qui ne pouvait se satisfaire des perspectives électorales.

Depuis mars 78

La défaite de la gauche a créé un désarroi certain, chez les militants en particulier. De fait, les luttes resteront rares jusqu'à la fin mai, et à Paris, la manifestation du premier mai offrira le spectacle de cortèges syndicaux malingres contrastant avec ceux de toutes les autres associations.

Les dirigeants syndicaux et ceux des partis de gauche se rendent les uns après les autres à l'Élysée, Matignon... De «troisième tour des luttes», il n'est nullement question. La CFDT se lance dans le «recentrage», la CGT tente de ré-

Les tentatives de coordination en 1976

● Extraits de la déclaration issue de la première coordination de Besançon du 6 juin 1976

«Nous avons connu le même processus qui aboutit à la fermeture, nous sommes tous en occupation, nous avons tous besoin d'organiser la lutte à l'intérieur et de la populariser à l'extérieur, nous avons tous besoin d'un rapport de forces puissant, pour déjouer les pièges du pouvoir et du patronat. Puisque nous sommes «semblables», sortons de notre isolement, échangeons nos idées, coordonnons nos actions, créons de nouveaux réflexes d'unité, de nouvelles habitudes dans le mouvement ouvrier, dans le syndicalisme.»

● Extraits de la note du secteur action revendicative de la confédération CFDT, en date du 24/6/1976, parue dans *Nouvelles CFDT*

«En quoi une coordination extra-syndicale des luttes peut-elle aider à la solution de conflits aussi différents que Griffet, Caron-Ozanne, Lip,... ? Par contre nous voyons bien comment cette structure extra-syndicale, et à la limite anti-syndicale, va servir, pour tenter d'imposer aux autres travailleurs organisés une pseudo solidarité, exclusivement orientée vers les objectifs des groupes extra-syndicaux qui l'ont constituée (...). Les organisations de la CFDT doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par des groupes extérieurs, même s'il s'agit de militants CFDT...».

soudre ses problèmes internes. Des négociations s'ouvrent à divers niveaux, avec une publicité certaine. De la fin mai au mois de juillet, 32 accords salariaux sont signés. Ils n'apportent pas grand chose, mais ils entretiennent un climat en faveur de négociations «réalistes».

Le réveil se produit fin mai(4) avec une recrudescence de grèves, dont les plus marquantes seront celles de Renault, des Arsenaux et de Moulinex. Ces grèves rencontreront les mêmes difficultés que celles de la période antérieure : coordination, extension du mouvement, répression (les flics interviennent à plusieurs reprises dans les trois cas)... et les résultats obtenus seront minces. Les directions syndicales, prises au dépourvu, et divisées, auront du mal à contrôler ces actions, mais empêcheront de fait leur extension. Pourtant, ces luttes rompent assez nettement, à la fois avec le contexte général qui prévaut alors, et la plupart des luttes des deux années écoulées. Leur caractéristique commune est l'esprit offensif des travailleurs qui en constituent le «noyau dur», la multiplication des initiatives qu'ils

prennent, la mise en cause des directions syndicales, la volonté d'unité et de gagner.

Pendant l'été, puis à la rentrée, d'autres conflits apporteront des indices d'une lente évolution de la situation. A Marseille, autour de Terrin, dans la Loire, mais surtout dans les Vosges, autour de Bous-sac, des luttes contre la fermeture d'entreprises entraînent une mobilisation régionale relativement large et importante. Elle se concrétisera dans les Vosges par des barages de route et même l'occupation d'une sous-préfecture.

Cette dimension régionale nouvelle des luttes va se confirmer à partir du mois de décembre : dans la Loire-Atlantique (28 décembre, 8 février), la Charente-Maritime (10 février), la Loire (14 décembre, 21 février), le Rhône (États-généraux pour l'emploi le 7 février), le Nord et la Lorraine. Les journées d'action régionales rencontrent un écho très important, attesté par l'ampleur et la combativité des manifestations. Certes, ce ne sont pas les premières initiatives de ce type, et cer-

(4) Renault le 23 mai, les arsenaux le 13 juin, Moulinex le 15 juin.

taines conserveront encore un aspect traditionnel. Mais ce qui est le plus nouveau, c'est l'affirmation concrète du lien entre les luttes ouvrières contre les fermetures d'entreprises, et le combat pour la survie de la région. Ce ne sont pas seulement les travailleurs d'une usine qui essaieront de populariser leur lutte, mais l'ensemble des travailleurs d'une région, les chômeurs, les jeunes des écoles qui se retrouveront dans l'action.

Fait nouveau également l'attitude face aux «forces de l'ordre» ; non seulement la répression suscitera une réaction de colère très large (ce qui est loin d'avoir toujours été le cas dans le passé) comme par exemple à St-Nazaire le 28 décembre, à Caen, à Rouen, mais celle-ci n'est plus seulement défensive et à St-Chamond le 22 décembre, plusieurs milliers de travailleurs expulsent vigoureusement des nervis de l'usine Martin, malgré la protection que leur accordent les flics.

Mais c'est incontestablement à Longwy, et dans une moindre mesure à Denain, que ces caractéristiques se retrouvent le plus clairement, et que sont menées des actions qui, prenant l'allure d'expériences d'avant-garde, sont popularisées et servent d'exemples : barrages de route, occupation de locaux patronaux et administratifs, radios libres...

Ces actions sont significatives à plusieurs égards : elles répondent à la volonté d'être efficaces, c'est-à-dire de porter des coups réels à la bourgeoisie qui ne peut plus les ignorer. Pour cela, les travailleurs n'hésitent pas à prendre les moyens qui s'imposent, y compris face à la répression. Volonté d'efficacité dans le sens aussi où :

— elles prennent pour cibles les principaux responsables, y compris l'Etat.

— elles sont conçues dans la perspective de durer le plus longtemps possible.

En cela, elles marquent un nouveau moment dans la lutte contre le chômage, qui est particulièrement difficile. Bien que menées le plus souvent par une minorité plus combative, elles rencontrent un écho favorable dans le peuple, ce qui permet d'y associer progressivement de plus larges couches de la population.

D'autres aspects prennent aussi un relief particulier :

— l'esprit d'initiative dont font preuve les travailleurs. A de nombreuses reprises des groupes d'ouvriers ont, sans consigne particulière, décidé et exécuté des actions qui leur paraissaient justes.

— l'aspiration à la démocratie et à l'unité.

Certes ces aspects nouveaux ne se dégagent pas sans mal. Le PCF continue à peser d'un grand poids, en particulier dans le Valenciennois où son implantation est plus forte. Il utilise toutes ses ressources dans la CGT, les municipalités, ses députés... et la propagande intense qu'il mène sur son explication de la crise de la sidérurgie, ses propositions économiques, ne sont pas sans écho.

LE TOURNANT DE 1974

La grève des PTT marque la fin d'un premier moment, et l'amorce d'un nouveau moment, au cours duquel les luttes vont connaître de plus en plus de difficultés, débouchant sur les élections de mars 78. C'est l'étude de ce tournant que nous allons engager dans cette partie.

La crise et la politique de la bourgeoisie

La crise

La concurrence internationale, la division internationale du travail, la perte d'un marché colonial réservé, l'ouverture des frontières, tout cela est antérieur à la crise, mais va jouer de manière différente à partir de 73. Ce qui apparaît alors, et va se conjuguer en France, c'est :

— un nouveau rapport de forces à l'échelle internationale. La France, comme le reste du second monde, est confronté aux pressions des deux superpuissances d'une part, à l'émergence du Tiers Monde d'autre part. Non seulement les pays du second monde doivent s'adapter à un nouvel ordre économique et politique, mais sa mise en place

renforce l'instabilité du système économique mondial, qui devient chronique. Cette instabilité est en partie responsable de la réduction très sensible, et semble-t-il durable, de la croissance économique, et celle-ci rend à son tour les adaptations plus difficiles.

— du fait du contexte politique spécifique à la France, la bourgeoisie française ne pouvait espérer obtenir l'appui des différentes forces sociales pour faire passer ces adaptations. Celles-ci ont donc dû être imposées brutalement, sans qu'un corps social intermédiaire, parti ou syndicat, puisse en faire accepter délibérément la mise en œuvre aux travailleurs. Au contraire elles seront au centre des affrontements politiques.

— enfin la crise idéologique s'est aggravée. La désagrégation du système de représentations et de valeurs dont la fonction était de masquer les antagonismes de classes et de renforcer la cohésion de la société en fournissant un cadre de référence commun s'est manifestée de manière plus aiguë. Des idées comme celle de l'uniformisation progressive des couches sociales par l'accroissement continu de la consommation, de la promotion sociale par l'école, de l'harmonie dans la famille bourgeoise... sont battues en brèche par la constatation des effets objectifs de la crise, et par l'aiguïssement des tensions sociales.

Ces différents facteurs vont conditionner la politique de la bourgeoisie face à la crise. Il faut noter que cette politique ne sera définie que progressivement, et qu'elle ne fait pas l'unité au sein même de la bourgeoisie et des partis politiques qui la représentent.

La France ressent pleinement les effets de la crise économique un peu plus tardivement que les autres pays (vers le milieu de l'année 74), et la bourgeoisie se montrera d'abord hésitante quant à la stratégie à adopter. Si elle met d'emblée l'accent sur la nécessité de «faire des sacrifices», elle conserve l'espoir que la crise sera de courte durée (la «sortie du tunnel» est alors périodiquement prophétisée), cela d'autant plus qu'une reprise s'amorce à l'été 76. D'où une alternance de relances et de «plans de refroidissement». Ce n'est qu'en septembre

76, avec l'arrivée de Barre, qu'est entièrement déterminée et mise en œuvre une politique conçue explicitement comme visant des objectifs à long terme.

Ce sont les axes essentiels de cette politique que nous allons rappeler maintenant.

● Les restructurations de l'appareil productif

Il n'est guère nécessaire de développer longuement ce point. Soulignons simplement qu'elles diffèrent du fonctionnement habituel de la concurrence capitaliste par :

- leur ampleur
- la rapidité de leur mise en application
- l'impossibilité de compenser au moins partiellement les suppressions d'emploi par des créations d'emploi dans de nouvelles entreprises ou de nouvelles activités, du fait de la poursuite de l'accroissement de la productivité d'une part, et du ralentissement de la croissance d'autre part (5).

● Un renforcement de la fusion du capital monopoliste et de l'Etat

Selon une logique connue, la crise se traduit par un renforcement de l'intégration du capitalisme monopoliste et de l'appareil d'Etat.

— le transfert de capitaux d'une branche à l'autre, l'abandon de certaines installations, la mise en liquidation d'entreprises parfois importantes, ne sont possibles que par l'existence du capital sous sa forme financière, et en retour son développement en est favorisé. La liquidation d'entreprises n'est d'ailleurs pas toujours une perte (voir par exemple les opérations immobilières réalisées par les frères Willot avec les usines rachetées).

— l'intervention de l'Etat a sensiblement évoluée depuis la période gaulliste. En effet on a d'une part une politique économique s'inspirant du plus pur libéralisme (liberté des prix, renforcement de la concurrence,...), et d'autre part une intervention beaucoup plus grande dans les relations sociales (répression, droit du travail, police des salaires, immigration,...) et dans la circulation des capitaux (prises de participation dans le capital des entreprises sidérurgiques ou de Dassault, subventions diverses,...)

Le «libéralisme» de Barre ou de

Giscard ne correspond nullement à un désengagement de l'Etat, mais bien à un renforcement de la coordination et de l'intégration des appareils et des moyens de contrôle des monopoles et de l'Etat. Précisons que cela n'exclut nullement des divisions et des contradictions au sein de la bourgeoisie et de ses appareils politiques.

● Renforcement et adaptation de l'exploitation

Le coût des restructurations doit être supporté par les travailleurs. Les déclarations en ce sens, d'une totale clarté, abondent. Cela n'est pas en soi nouveau, et les capitalistes mettent à profit toutes les occasions pour reculer en leur faveur les limites de l'exploitation. Ce qui est nouveau c'est, d'une part que cela constitue un enjeu global et vital aujourd'hui pour l'impérialisme français, et d'autre part que cela ne peut plus tout à fait être obtenu dans les mêmes conditions qu'avant.

Il ne suffit plus en effet de récupérer quelque «profit extra» ou de «modérer» la «croissance» de la consommation des travailleurs, mais bel et bien de la bloquer, voire de la faire régresser. Pour assurer cet objectif, le patronat doit faire preuve, face aux travailleurs, de cohésion et de fermeté. Le rôle de l'Etat apparaît essentiel dans ces deux domaines, depuis la répression, jusqu'aux réformes du droit du travail, en passant par les directives pour le blocage des salaires.

Cette politique de fermeté n'est pas suffisante à elle seule. D'où l'importance de 2 autres aspects de la politique de la bourgeoisie :

1) Une modification des modalités d'exploitation de la force de travail. On en a vu les aspects principaux dans un article précédent (6) :

- développement des emplois précaires (intérim, contrat à durée déterminée, non-titulaires,...)
- nouvelles méthodes d'organisation du travail
- aménagement du temps de travail

Ces innovations, dont la mise en œuvre entraîne en général la remise en cause d'avantages acquis, sont introduites le plus souvent par le biais de l'embauche ou de la création de nouvelles unités de production.

2) La division des travailleurs. Elle est aiguësée par des mesures sélectives, accompagnées de campagnes de propagande visant à en renforcer l'impact. Il suffit simplement d'en rappeler les grands thèmes : immigrés, femmes, chômeurs, services publics,... Par ailleurs les licenciements sont en général «atomisés» au maximum afin d'en limiter l'écho.

L'objectif visé par toutes ces mesures est non seulement de remettre en cause un certain nombre de droits acquis (par exemple en matière de licenciement), ou de faire passer plus facilement une dégradation des conditions d'emploi et de travail, mais aussi d'arriver à une plus grande souplesse dans les modalités de l'exploitation, devant faciliter les adaptations à un environnement incertain.

L'attitude des partis de gauche et des syndicats

A la fin des années 60 la social-démocratie française est au plus bas. Eclatée entre plusieurs organisations rivales dont l'unité est sans cesse remise en cause par la rivalité des notables qui les dirigent, son influence dans les masses est faible. L'échec spectaculaire de Defferre aux élections présidentielles de 69 est un des facteurs qui va permettre à Mitterrand de s'imposer comme fédérateur, en même temps qu'est mise en évidence l'impossibilité de reconstituer la social-démocratie en comptant sur ses seules forces, ou sur une alliance à droite. Les années suivantes seront donc pour l'essentiel consacrées à la reconstruction d'un parti social-démocrate structuré. Les axes en seront les suivants :

- alliance avec le PCF (signature du programme commun en 72)
- rassemblement de la plupart des formations se réclamant de la

(5) La croissance de l'emploi dans le tertiaire, qui avait pendant longtemps assuré une certaine compensation au déclin de l'emploi industriel semble aujourd'hui remise en cause à la fois pour des raisons de financement (services publics) et de gains de productivité (informatisation).

(6) Voir Front Rouge n°5.

L'accord signé entre la CGT et la CFDT le 26 juin 1974 (extraits)

Les conditions de l'action de masse

(...) «Les méthodes choisies doivent être adaptées à chaque situation.

Les revendications de catégories, de services ou d'ateliers donnent légitimement lieu à des actions particulières en utilisant les formes les plus variées et les plus efficaces en mesurant les risques d'isolement et de division notamment dans le cas de grève illimitée.

Une telle pratique rejette toute intervention extérieure au mouvement syndical dans la conduite des luttes. Elle refuse toute manipulation des délibérations collectives et récuse les comités anti-syndicaux irresponsables.

Les deux confédérations s'opposent à tous les courants qui, de diverses manières, cherchent à éloigner les travailleurs de l'organisation syndicale».

social-démocratie dans un parti unique

— ouverture formelle à certaines des aspirations nouvelles surgies depuis 68 (l'autogestion, les femmes, le cadre de vie,...)

— pénétration dans la CFDT, en utilisant pour cela l'attrait d'un certain nombre de ses dirigeants, et d'une partie du PSU, pour un PS rénové et puissant.

Le PCF de son côté, conscient que son arrivée au pouvoir passe par une alliance avec la social-démocratie, encourage les tendances «unitaires» au sein du PS, en même temps qu'il imposera à ce dernier un certain nombre de garanties par la signature du Programme commun. Par ailleurs, relayé fidèlement et systématiquement par la CGT dans les entreprises, il va s'employer à :

— lier la CFDT à la CGT

— combattre l'influence des groupes se réclamant de la révolution et les marxistes-léninistes. C'est pendant cette période (avant 74) que les campagnes contre ceux que le PCF désigne sous le terme de «gauchistes» vont connaître leur développement le plus large, et leur forme la plus violente,

— rallier à lui toutes les couches, notamment d'ingénieurs, cadres et techniciens, importantes électoralement et pour la réalisation de son projet politique.

La CFDT est, à la fin des années 60, hétérogène politiquement : aucun parti n'y a une influence dominante (même si le PSU y joue un certain rôle), et elle est de plus peu structurée. Elle sera de ce fait perméable et réceptive aux idées

nouvelles avancées après 68, et sa progression sera alors régulière. De surcroît nombre de luttes importantes qui se déroulent avant 74 sont menées par des travailleurs appartenant à des couches où le PCF est peu présent (OS, femmes, employés, jeunes ruraux,...). La CFDT y verra un moyen d'accroître son influence face à la CGT, en même temps que localement des organisations de la CFDT dynamiques constitueront souvent un appui important aux luttes.

Cette situation va évoluer progressivement. Les résultats électoraux successifs confirmeront le succès de l'opération conduite par Mitterrand, au détriment du PCF. Cela va induire chez les uns et les autres un changement de tactique.

Les succès du PS paraissent suffisants à toute une frange du PSU, et de dirigeants de la CFDT, pour se rallier au PS. C'est l'opération des «Assises pour le socialisme», en octobre 74. L'opposition qu'elle rencontre dans la CFDT limite quantitativement les ralliements au PS. Néanmoins celui-ci a conquis des postes clés à tous les niveaux. Dès lors, il va s'efforcer de consolider ses positions. Cela ne se fera pas sans difficulté, mais par épuration successive (c'est la «chasse aux coucous» qui commence), par des réorganisations et une centralisation accrues, l'équipe de Maire arrivera progressivement à ses fins.

Par ailleurs si la CFDT, à la fois du fait de l'importance de l'opposition interne, et de ce que le PS ne tient pas à se lier les mains, refuse

de soutenir officiellement le programme commun, elle accepte le 26 juillet 74 de signer avec la CGT un accord d'unité d'action qui répond largement aux souhaits de la CGT (notamment les comités de soutien aux luttes y sont explicitement condamnés). De fait jusqu'à l'été 77 l'unité d'action CGT-CFDT sera la règle, avec pour objectif de canaliser les luttes vers les élections.

Les conséquences sur les luttes

L'influence de ces différents facteurs va entraîner une diminution de l'efficacité des luttes, en même temps que les obstacles politiques vont peser de plus en plus lourd.

Une diminution de l'efficacité des luttes

— Une résistance beaucoup plus forte de la bourgeoisie

Elle est due comme nous l'avons vu à la réduction de la marge de manœuvre de la bourgeoisie, et à une intervention accrue de l'Etat. La conduite des luttes sera beaucoup plus difficile, et leurs résultats aléatoires. Après l'échec de la grève des PTT, la plupart des luttes importantes qui pouvaient servir de points de référence à la classe ouvrière conduisent à des résultats très limités et à des mesures de répression qui ne pourront être contrées pour l'essentiel. Cela pèsera de plus en plus lourd en sapant la confiance des travailleurs dans la lutte.

— Un affaiblissement des moyens
d'action

Il intervient à plusieurs niveaux.

En situation de crise, alors que les stocks sont élevés les patrons ne sont guère gênés par des arrêts de travail, qui somme toute s'apparentent au chômage partiel quand ils ne sont pas très longs. Et lors des fermetures d'entreprises, ce n'est pas de cesser le travail qui permet la réouverture. L'occupation est alors surtout le moyen de prendre en gage les équipements.

Cet affaiblissement est accentué par la concentration financière. De deux façons :

— le groupe financier qui a déci-

dé la liquidation peut se permettre de «voir venir», en comptant sur d'autres centres de profit (7).

— les responsabilités sont à la fois diluées (personne ne détient individuellement la décision) aussi bien dans le groupe que dans l'Etat, et centralisées en général hors de portée directe des travailleurs.

Au cours des années 75, des luttes menées souvent de manière très résolue et combative, vont s'efforcer de tirer parti de l'expérience acquise dans les luttes de la période antérieure. Ceci était en soi un phénomène très positif, significatif de la volonté de s'emparer des acquis les plus avancés de Lip, etc. C'était aussi une preuve de détermination car porter l'action à ce niveau, dans un contexte de plus en plus difficile, n'était pas évident.

Pourtant des formes d'action telles que l'occupation, la reprise de la production, ... s'avèrent de moins en moins efficaces. Les éléments rappelés ci-dessus, un sabotage plus systématique par les directions syndicales (ce qui n'était pas toujours le cas de la part de la CFDT avant 75), le silence imposé par les moyens d'information bourgeois (et facilité par une certaine usure des aspects les plus spectaculaires), l'expliquent en partie.

Mais ce qui a changé, et ce qui a bien des égards apparaît déterminant, c'est que ces initiatives ont rencontré un écho de plus en plus faible dans la classe ouvrière elle-même. Ce phénomène est lié à l'évolution de l'attitude d'une grande partie des travailleurs par rapport à la lutte en général, sur laquelle nous reviendrons.

— Les divisions entre les travailleurs

Les mesures de division, et les campagnes de propagande qui les ont accompagnées n'ont, directement, pas suscité d'oppositions ouvertes entre les travailleurs. Mais elles ont contribué au renforcement de la passivité, en fournissant des arguments pour faire accepter une situation contre laquelle la lutte semblait difficile.

Par exemple la campagne contre les «faux-chômeurs» n'a pas réussi à dresser les travailleurs contre les chômeurs, mais a accrédité assez largement l'idée selon laquelle la situation de chômeur n'est pas catastrophique, qu'on peut se dé-

brouiller pour toucher des indemnités, etc... Et même des chômeurs qui ne touchent aucune indemnité sont convaincus qu'ils sont dans une situation particulière. Il est certain également que ces campagnes ont eu pour effet de culpabiliser certains chômeurs. On pourrait aussi s'interroger sur l'impact des campagnes pour «les femmes à la maison» sur les travailleuses mères de famille.

Les inégalités ont surtout pesé sur les possibilités de mobilisation, et sur le degré de participation aux luttes.

— D'abord parce que les risques encourus ne sont pas les mêmes. Un travailleur immigré risque l'expulsion, un intérimaire le licenciement immédiat, le chômeur de se retrouver sur une liste noire patronale, voire d'être privé de certaines indemnités... Ces moyens de pression sont d'autant plus efficaces qu'ils s'exercent sur des travailleurs qui doivent les affronter isolément (et la bourgeoisie s'arrange pour que ce soit le cas en général).

— Ensuite parce que ces inégalités tendent à diversifier les objectifs revendicatifs, mais aussi à multiplier les cibles vers lesquelles doit être exercée la riposte. Par exemple les travailleurs immigrés doivent non seulement lutter contre le chômage et les licenciements, mais en plus contre les discriminations dont ils sont victimes. Mêmes difficultés dans les luttes de chômeurs : pour un objectif commun «un emploi pour tous», quelle cible viser? C'est individuellement que chaque chômeur peut retrouver un emploi.

— Enfin parce que ces inégalités entraînent directement une mobilisation et une motivation diversifiées. Ce phénomène a été rencontré très fréquemment dans les luttes : un atelier ou une usine entre en action, et les autres ne suivent pas. Les explications avancées par les grévistes eux-mêmes donnent une large place aux facteurs objectifs (les conditions de travail, les menaces de licenciements, les qualifications... ne sont pas les mêmes).

— Le renforcement du poids des structures syndicales

La crise a, au moins dans un premier temps, contribué à redonner une place plus importante à l'organisation syndicale. Ceci est

attesté par exemple par la progression régulière du nombre de sections et de délégués syndicaux dans les entreprises. La multiplication des difficultés dans les boîtes, la crainte pour l'avenir, conduisent à accorder une plus grande attention à l'existence et à l'organisation du syndicat.

La prolongation des conflits et les nécessités de leur popularisation imposeront également d'avoir plus souvent recours aux structures syndicales, notamment aux unions locales et aux fédérations, qui sont seules à disposer des moyens et des informations nécessaires. Cela était sans doute moins nécessaire dans les années antérieures, alors que les aspects spectaculaires des actions permettaient de se faire connaître et de susciter directement un élan de solidarité important (par exemple les collectes de soutien au Joint Français, les réseaux de vente de montres Lip, ...).

De plus, condamnés explicitement par la CFDT après 74, les comités de soutien, dont l'activité fut souvent importante antérieurement, ont pratiquement disparu.

Enfin un fait, plus contingent mais sans doute non négligeable, a renforcé cet aspect. Alors que la plupart des conflits importants de la période 68-74 s'étaient déroulés dans des entreprises, ou parmi des couches de travailleurs relativement peu syndiqués, notamment à la CGT, ce ne fut généralement plus le cas à partir de 74.

— Le sabotage de fait par les directions syndicales

Avant 75 la CGT cherchera surtout à reprendre le contrôle de luttes dans lesquelles elle était soit débordée, soit quasiment absente dès le début. La CFDT accordera un soutien variable, à la fois parce que la direction confédérale ne dédaigne pas de contrer la CGT, et parce que la structuration encore assez lâche de la confédération, et les limites de son contrôle politique, ne lui permettent pas encore de peser très fort sur les organisations de base.

Après 74, l'unité d'action CGT-

(7) Signalons au passage que «liquidateur d'entreprise» devient une spécialité très bien rémunérée (cf L'Expansion de juin 1978, p. 54).

Crise et unité de la classe ouvrière

CFDT, non sans heurts, mais avec des objectifs et des préoccupations voisins, aboutira avec une tactique variable selon les circonstances, à saboter de fait l'extension des luttes :

— attaques très dures lorsque la lutte risque d'évoluer dans un sens qui ne leur convient pas (Chausson)

— mise en valeur, ponctuellement, des conflits bien contrôlés et qui servent leur propagande (le Parisien Libéré pour la CGT).

— laisser pourrir les conflits dans l'isolement lorsqu'ils ont été suffisamment contenus.

multiplication des journées d'action, à partir de 77 principalement. Les inégalités entre les travailleurs ont été très largement mises à profit par les directions syndicales pour isoler «les noyaux durs et combattifs, freiner l'extension des actions, «niveler vers le bas» l'importance de la riposte.

Face au chantage à la crise agité par la bourgeoisie, les travailleurs n'ont pas désarmé, ils n'ont pas baissé les bras. Ils se sont engagés dans l'action, mettant à profit les acquis des luttes antérieures. Cela doit être rappelé.

Mais les différents facteurs vus ci-dessus :

- très net durcissement de la bourgeoisie, qui impose de relever la barre dans les luttes pour gagner,
- inégalités renforcées par la crise, qui gênent la construction d'un rapport de forces d'ensemble,
- sabotage par les directions syndicales, dont les moyens d'intervention se sont accrus,
- affaiblissement des moyens d'action y compris de ceux, parmi les plus avancés, hérités de la période antérieure

ont pesé à partir de 1975 dans le sens d'une diminution sensible de l'efficacité des luttes, dont le durcissement nécessaire conduisait de moins en moins souvent au succès.

Ces différents facteurs ne joueront pas également, et au même degré à partir de 1975. En effet un tournant s'amorce après la grève des PTT, et ce n'est que progressivement, à la suite des échecs et des difficultés rencontrés, que les interrogations se multiplient sur la crise et sur les moyens d'y faire face.

Ce sont les travailleurs les plus déterminés, les plus conscients politiquement, ceux qui étaient engagés dans les conflits les plus avancés, qui étaient le mieux en mesure d'apprécier la situation et de formuler des propositions. Mais ils se sont trouvés progressivement isolés, isolés de par la volonté des directions syndicales, et de leurs mentors politiques, isolés du reste des travailleurs dont la prise de conscience était beaucoup plus limitée, et surtout était dominée par la constatation des échecs rencontrés. Ce double décalage, retard dans la compréhension des caractéristiques d'une situation nouvelle, d'une part, entre une frange avancée, mais isolée, du prolétariat, et le reste des travailleurs, d'autre part, va amplifier le recul du mouvement de masse.

Aurait-il été possible de lever les obstacles, de faire sauter les blocages qui se sont ainsi mis en place ? Il est évident que cela ne pouvait venir seulement d'une meilleure compréhension des nouvelles conditions de la lutte, de la seule proposition de nouvelles formes d'action, ou d'une tactique de lutte mieux adaptée. Cela exigeait avant tout que soient levés les obstacles politiques.

Le poids des obstacles politiques

— *Le développement, et les limites, des aspirations révolutionnaires*

Des revendications nouvelles, des mouvements de refus, voire de révolte, sont apparus à une échelle relativement large depuis 1968 :

- le refus du travail à la chaîne, parcellisé, abrutissant,
- les revendications sur les augmentations uniformes, la contestation de la hiérarchie,
- le refus de voir seulement la «fatalité» dans les accidents du travail,
- les exigences de démocratie dans les luttes, dans les organisations,
- le refus des aspects les plus criants de l'oppression des femmes,
- ...

Sous des formes parfois limitées, ponctuelles, ce sont en fait des aspirations beaucoup plus profondes qui se manifestent.

Que ce soit dans les bagnes capitalistes, ou face à la justice, à l'appareil d'oppression et de représ-

sion de la bourgeoisie, ou encore face à l'image que cette société donne d'elle-même dans les média bourgeois, ces aspirations se heurtent aux rapports sociaux capitalistes et à l'idéologie bourgeoise, auxquels elles s'opposent radicalement.

Elles se heurtent également aux conceptions révisionnistes, sur l'organisation du travail, le rôle de l'encadrement, la «promotion individuelle», la famille, la démocratie...

C'est dans les luttes que ces aspirations se sont révélées le plus clairement, parce que les enjeux sont alors très concrets, les affrontements immédiats et explicites, et en particulier dans les luttes ouvrières, de par le caractère de classe qui y était alors attaché.

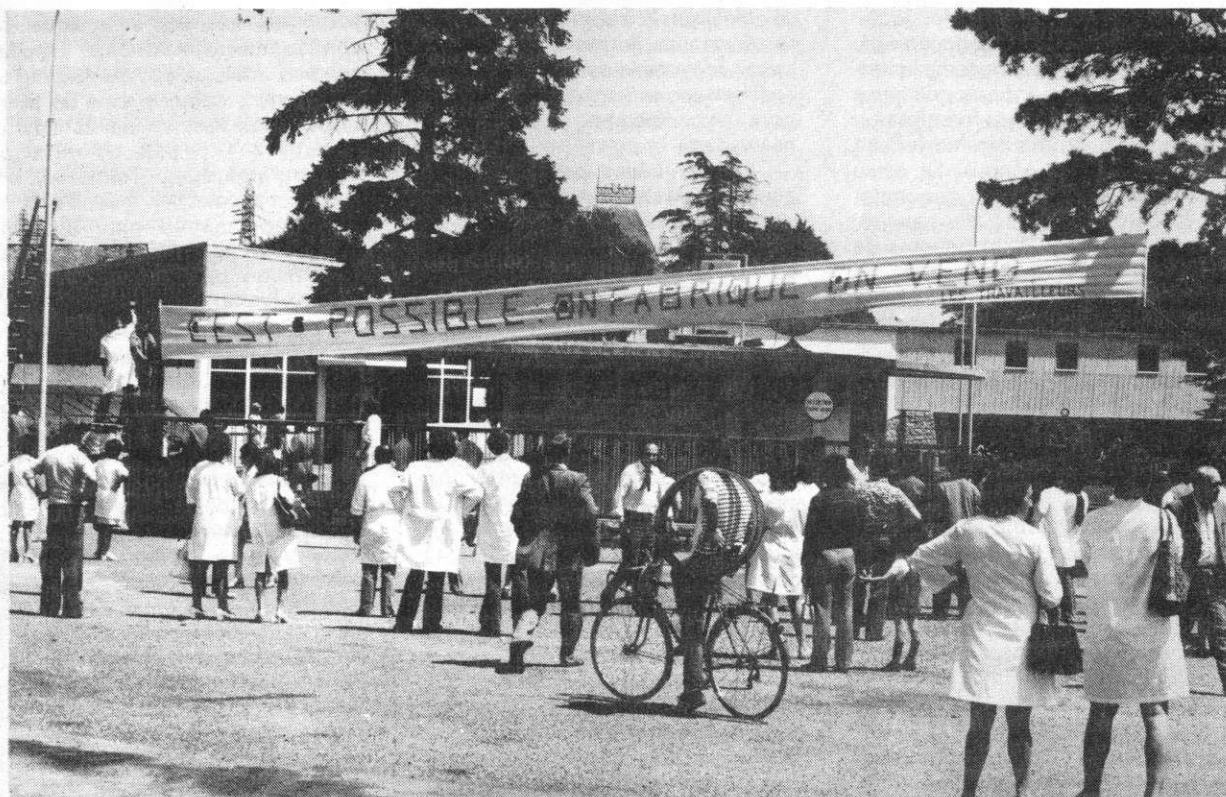
Dépassant la simple revendication, le refus ou la révolte, ces aspirations contiennent l'exigence d'autres rapports sociaux, l'affirmation qu'une autre société est non seulement nécessaire, mais possible. C'est dans ce sens que ces aspirations prennent un caractère révolutionnaire.

Les luttes au début des années 70, (8) contribuent à dégager ainsi progressivement un courant se reconnaissant dans les aspirations nouvelles mises en avant, se délimitant aussi par rapport aux exclusives lancées par les révisionnistes et les réformistes. Il recouvrira d'assez larges franges de la jeunesse, mais aussi de la classe ouvrière, et des syndicalistes combattifs. Ce sont ces éléments qui joueront souvent un rôle décisif dans les actions, l'organisation de la solidarité, la riposte à la répression. Des conflits, qui avaient un énorme retentissement, apparaissent alors comme autant de points d'appui pour le développement de ce courant, pour le développement du mouvement de masse dans son ensemble, et aussi comme autant de pavés jetés dans la mare révisionniste (qu'on se souvienne des efforts désespérés du PCF pour détourner l'attention de Lip en 1973 !).

Mais ce courant, très hétérogène, montrait d'évidentes limites, numériques, mais aussi politiques :

- La maturation des aspirations nou-

(8) Les luttes ouvrières, mais aussi les luttes anti-impérialistes qui se développent alors à large échelle.



LIP 73 : une lutte exemplaire, mais aussi la concrétisation d'aspirations à une nouvelle société.

velles était très inégale. Seule une frange de ce courant avait acquis une claire conscience politique, et adhérait à un projet politique authentiquement révolutionnaire, capable de donner un cadre unificateur à ces aspirations, et d'ouvrir une perspective stratégique et organisationnelle.

- La délimitation d'avec le révisionnisme se fit le plus souvent sur la base des manifestations les plus outrancières, les plus bourgeoises, de la ligne politique et de la pratique du PCF, et non sur une compréhension claire du projet politique de ce parti. La propagande trotskyste, présentant le PCF comme une organisation, certes bureaucratisée et irrésolue, mais restant le principal vecteur des aspirations révolutionnaires du prolétariat, n'aideront certes pas à la nécessaire clarification politique.

Dès lors, ce courant, qui s'est dégagé comme étant le plus déterminé, porteur des aspirations d'avant-garde du peuple, était vulnérable face à la crise politique.

- *La montée des illusions électorales.*

En effet, face à la crise, ce sont les formes de luttes expérimentées

dans les années précédentes, et dans lesquelles ce courant s'identifiait le plus, qui furent transposées un peu mécaniquement, mais non sans peine. Les échecs répétés rencontrés dans les conflits les plus importants, la perte d'efficacité des actions en général, vont conduire progressivement à un changement d'attitude d'une grande partie des travailleurs face à la lutte :

- pessimisme quant à la possibilité de gagner par la lutte ;

- hésitations à engager des actions qui présentent des risques relativement élevés, pour des résultats aléatoires.

Ce changement d'attitude affectera inégalement la classe ouvrière. Les travailleurs n'étaient pas tous, au même degré et en même temps touchés directement par la crise, et confrontés à la nécessité de lutter, ou ne disposaient pas des mêmes moyens de le faire (chômeurs, intérimaires...). Cela contribuera à isoler progressivement le courant le plus avancé de la classe ouvrière.

La stagnation des luttes ouvrières, qui avaient joué auparavant un rôle moteur pour le mouvement de masse, et pour la maturation des

aspirations révolutionnaires, eut en retour d'autres conséquences :

- l'affrontement avec les réformistes et les révisionnistes ne disparaîtra pas, mais il portera principalement sur leur détermination à soutenir et à conduire les luttes. C'est leur caractère électoraliste qui fut le plus largement perçu et dénoncé, et non la nature de leurs projets politiques ;

- une montée du pessimisme quant à la possibilité d'une transformation radicale de la société, et plus précisément d'un changement révolutionnaire impliquant une prise du pouvoir politique ;

- un développement relativement plus important de mouvements dans lesquels les aspirations nouvelles (et nombre de militants) vont s'investir : écologie, femmes... Ce développement inégal accroîtra de fait la dispersion du mouvement de masse.

C'est dans ce contexte que l'arrivée de la gauche au pouvoir, hypothèse qui avait alors une grande probabilité de se réaliser à court terme, est apparue comme le moyen de débloquer la situation. La méfiance par rapport au PCF et au PS n'avait pas décré (elle se ren-

Crise et unité de la classe ouvrière

forcera même avec la polémique que ces deux partis engageront). Le contenu du programme commun, ou des propositions politiques des uns et des autres n'emportait pas non plus l'enthousiasme (quand il était seulement connu). La seule chose qui était attendue largement de la part des partis de gauche, c'était d'améliorer les conditions de la lutte («Au moins avec eux, ce sera plus facile de se battre...»), de satisfaire les revendications les plus urgentes, voire simplement «que ça change».

Le programme commun, la victoire de la gauche, la gauche unie, ont ainsi acquis progressivement les caractéristiques et les vertus d'un mythe. Un mythe qui va d'ailleurs acquérir une certaine autonomie et échapper à ses créateurs, comme ceux-ci s'en apercevront par l'impossibilité d'obtenir un appui populaire dans leurs querelles. Ce mythe, certes, n'était pas partagé par tous, mais il avait acquis un pouvoir d'attraction très fort pour la majorité des travailleurs. Il apparaissait aussi comme sans danger, comme un moindre mal, n'empêchant nullement de mener les luttes sans attendre les élections. C'était se montrer bien naïf, non seulement sur l'avenir qu'aurait pu ouvrir une victoire des partis de gauche, mais aussi sur les conditions que cette victoire exigeait, et qu'ont effectivement exigées les partis de gauche.

Le repli du mouvement de masse.

L'interaction de ces deux éléments :

- perte d'efficacité des luttes ;
 - montée des illusions électorales,
- a fait que les facteurs négatifs se sont renforcés mutuellement, d'abord parmi les travailleurs les moins poussés à l'action, puis, progressivement, au sein même de la frange la plus combattive de la classe ouvrière.

Aurait-il été possible de bloquer ce mécanisme, de donner une nouvelle impulsion aux luttes ouvrières ? L'année 1976 apparaît à bien des égards comme une année charnière. C'est alors en effet que les interrogations nées des premiers échecs rencontrés ont conduit à poser la question d'aller plus loin,

de dépasser le cadre des expériences anciennes pour ajuster en hausse les moyens d'action. C'est alors également que l'attentisme par rapport aux élections commence à peser.

Deux directions ont été envisagées concrètement par les travailleurs, et ont donné lieu à des tentatives et à des débats, en particulier à l'été 76.

— **La «coordination» des luttes.** Cette idée s'est exprimée sous des formes différentes.

En premier lieu, elle revêtira l'aspiration à un mouvement d'ensemble, c'est-à-dire à une mobilisation qui, rassemblant dans l'action une majorité de la classe ouvrière, serait susceptible de porter le rapport de forces à un niveau suffisant pour l'emporter. Cette idée a été régulièrement défendue par des syndicalistes combattifs, conscients des limites atteintes par des mouvements limités à un seul établissement. Elle est restée présente, mais sa réalisation ne pouvait se décréter, et nécessitait sans doute une participation active des structures syndicales (du moins dans le contexte des années 75-78). Cette idée a également été dévoyée par les directions syndicales sous la forme des «journées d'action tous ensemble».

Dès lors, les travailleurs les plus engagés dans l'action, ceux qui notamment étaient partie prenante des conflits longs, ont cherché à se coordonner entre eux, conscients du rôle d'entraînement qu'ils pouvaient jouer, et de la communauté de leurs problèmes immédiats. On a vu que ces tentatives se sont heurtées à un diktat des directions syndicales, qui n'a pas été dépassé. Pouvait-il l'être ? Les risques, non négligeables quand on voit les sanctions qui ont été prises à l'encontre des travailleurs de l'IMRO par exemple, doivent être rapportés à l'enjeu, ou plus exactement aux mesures qui auraient été nécessaires pour que de telles initiatives puissent réellement porter leurs fruits. Coordonner l'action de quelques dizaines de boîtes en lutte était certes utile, mais probablement insuffisant : les échanges d'expérience auxquels les diverses coordinations ont donné lieu montraient que les problèmes étaient les mêmes et que la solution impliquait de

sortir de l'isolement dans lequel ces conflits étaient maintenus. La seule solution était donc de forcer cet isolement, y compris dans les structures syndicales, en se constituant ouvertement en pôle de regroupement, d'impulsion, d'initiative, non seulement pour les travailleurs en lutte, mais surtout pour ceux qui n'y étaient pas. C'était assurément franchir un pas important dans la voie de l'autonomie par rapport aux directions confédérales pour un résultat qui n'était pas garanti.

— **Le «durcissement» des actions.** A peu près toutes les luttes importantes depuis 68 ont franchi les limites de la légalité bourgeoise : occupation des usines, séquestrations, affrontements avec la police... Mais cela s'est rarement fait sans difficultés, ni sans susciter des hésitations parmi les travailleurs (par exemple à Chausson quand la question de réinvestir l'usine occupée par les flics fût posée). Aller plus loin nécessitait d'accepter, consciemment et de sang-froid, un affrontement avec les organes de répression de l'Etat, et cela en dehors de l'entreprise le plus souvent. Si une frange des travailleurs était certainement déterminée à franchir ce pas, ce n'était pas le cas de la masse des travailleurs, y compris dans les luttes.

Ainsi, pour donner une nouvelle impulsion aux luttes, il était nécessaire de rompre l'isolement dans lequel se trouvait la frange le plus avancée de la classe ouvrière, et de contribuer à la clarification politique tant sur la nature de la crise, que sur les perspectives que pouvaient offrir les partis de gauche.

En juin 1976, le 11^e Congrès de notre Parti appelait dans ces conditions à constituer un «front de lutte contre la crise» :

« De la sorte, la seule issue à la situation présente est l'organisation d'un pôle de lutte entièrement autonome par rapport aux forces bourgeoises de gauche et en même temps assez consistant pour établir le rapport de forces dans la lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie.

Ce pôle d'organisation, c'est le front. »

Ce front devait rassembler des forces qui, au-delà de leurs divergences, avaient un point commun : *« la volonté ou la nécessité de lutter*

sans s'en remettre aux échéances électorales de 78 »(9).

« Essentiellement, trois composantes :

- La première, évidemment, ce sont les travailleurs révolutionnaires qui ont déjà engagé fermement la lutte contre la politique de crise et sont à la tête ou très actifs dans un grand nombre de luttes cette année. Particulièrement les militants de notre Parti, mais aussi d'autres militants marxistes-léninistes.

- La deuxième composante est formée des travailleurs qui, sous couvert de « stratégie de débordement » (terme obscur désignant en définitive ceux qui s'illusionnent sur la nature des partis bourgeois de gauche et pensent qu'il s'agit de gens un peu mous, un peu opportunistes, mais finalement socialistes) ne renoncent pas à la lutte, parfois même l'impulsent, mais ont tendance à concilier l'inconciliable et font machine arrière dès que les réformistes et les révisionnistes haussent le ton. Il y a parmi eux beaucoup de dirigeants ouvriers honnêtes, souvent adhérents du PSU.

- La troisième composante est formée des travailleurs qui, tout en adhérant aux propositions politiques des partis bourgeois de gauche (PS-PC) sont contraints à la lutte (fermeture de leur entreprise, licenciements, répression...). » (9).

La construction du front ne pouvait se décréter. Il s'agissait de l'engager progressivement :

« Aujourd'hui, cela doit commencer par la coordination des luttes, en visant à l'étendre progressivement. En avançant pas après pas, en agissant en vue de créer le front plus qu'en le créant tout de suite de notre propre initiative, nous atteindrons notre objectif. Pas autrement. » (9)

Ces propositions répondaient aux conditions qui existaient alors (au printemps et à l'été 76). Elles se fondaient sur une base fondamentalement juste, la définition de la situation en terme de crise politique. Elles prenaient en compte à la fois l'existence, dans les différentes composantes énumérées précédemment d'une volonté d'offensive face à la bourgeoisie, et la prévision, qui s'est révélée juste, que les partis de gauche refuseraient de développer les luttes en raison des échéances électorales.

Notre Parti s'est attelé à cette tâche qu'il s'était fixée, apportant son soutien aux tentatives de coordination, développant auprès des syndicalistes combattifs, des travailleurs, ses explications et ses propositions. Elles rencontrèrent un écho certain, notamment à l'occasion de la journée du 7 octobre 1976. Mais ces efforts ne permirent pas finalement de déboucher sur une nouvelle impulsion des luttes après le 7 octobre 76.

Plusieurs raisons peuvent l'expliquer :

1°) Le retard dans la compréhension de la nature de la crise, de ses implications sur les luttes, qui obscurcissait la recherche des moyens de lever les obstacles apparus, l'insuffisante compréhension de la nature des projets politiques des partis de gauche. Ces deux éléments ont contribué à donner à la « victoire de la gauche » son pouvoir d'attraction, y compris auprès de militants qui, par ailleurs, n'avaient guère d'illusion sur les partis de gauche. Des forces qui auraient pu œuvrer avec nous à la construction du front se sont alors dérobées, pour s'engager dans la perspective d'une victoire électorale de la gauche, qui leur paraissait alors être le seul moyen de sortir de la situation.

2°) La construction du front ne pouvait seulement se nourrir d'orientations générales, mais exigeait également des propositions concrètes pour répondre aux difficultés immédiates auxquelles les luttes étaient alors confrontées. Celles-ci ont été sous-estimées par notre Parti, qui n'a pas suffisamment tenu compte de la nécessité, non seulement de renforcer la frange la plus avancée de la classe ouvrière, mais également de la lier au reste de la classe ouvrière, et pour cela, de lever les obstacles qui faisaient hésiter nombre de travailleurs face à la lutte.

C'est ainsi par exemple que le thème du « mouvement d'ensemble » avancé lors du II^e Congrès de notre Parti,

« Contre cette politique d'ensemble, il n'y a pas d'autre solution pour faire aboutir les revendications, pour préserver et étendre les droits des travailleurs que de construire un mouvement d'ensemble capable de remettre en cause la politique de la bourgeoisie ». (9)

s'il correspondait à la fois à une idée alors émise par les travailleurs les plus combattifs, et à une perspective sans doute nécessaire, ne pouvait être avancée sans que simultanément on n'en trace la voie, sans qu'on ne montre comment et pas quels moyens sa construction était possible.

3°) Enfin, ces erreurs ont pesé d'autant plus lourd que les forces qui étaient porteuses de propositions, dans l'ensemble justes, n'avaient pas acquis un poids suffisant pour peser à elles seules sur la situation.

Les limites du développement du courant révolutionnaire ont alors été déterminantes et n'ont pas permis de donner une nouvelle impulsion à l'avancée du mouvement de masse, alors qu'il était en butte aux pressions conjuguées de la bourgeoisie et des partis de gauche.

ET MAINTENANT ?

La défaite de la gauche n'a rien changé à la situation économique de l'impérialisme français. Certes, le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre politique légèrement plus grande (mais les querelles entre les partis bourgeois n'ont pas cessé, et il y a en permanence des élections en préparation), répit que Barre a mis à profit en renforçant sa politique.

L'attitude de la bourgeoisie

Une question au moins mérite d'être étudiée plus en détail : la bourgeoisie a-t-elle la possibilité d'infléchir sa politique ?

En effet, la politique qu'elle mène à l'égard des travailleurs, et que Barre incarne avec tant de cynisme, n'est pas sans risques, ainsi que le montrent les luttes en Lorraine et dans le Nord. Les tentatives d'ouverture faites à plusieurs reprises (en particulier au printemps dernier), l'exemple des pays voi-

(9) Textes et documents issus du 2^e Congrès - numéro spécial de Front Rouge de juin 1976 - rapport politique, p.50 et 51.

sins, incitent à s'interroger sur les moyens qu'aurait la bourgeoisie d'éviter un affrontement global en tentant d'intégrer une partie au moins des travailleurs à sa politique, en réalisant, sinon un consensus social, du moins la marginalisation politique des éléments les plus combattifs.

Cette question en appelle à son tour d'autres, que nous allons examiner successivement.

1°) *La bourgeoisie a-t-elle les moyens d'infléchir sa politique économique ?*

Les contraintes internationales sont le plus souvent déterminantes : la bourgeoisie ne peut les lever seule sans risquer des mesures de rétorsion de la part de ses rivales, ou sans remettre en cause la place de l'impérialisme français. C'est très concrètement ce que signifie la réduction de sa marge de manœuvre. Mais cela ne signifie nullement que les intérêts du prolétariat français sont liés à ceux de l'impérialisme français (ainsi que l'affirme, en fait, Rocard) : cela signifie simplement que tout projet réformiste qui tente seulement d'aménager la place de la classe ouvrière dans ce système est condamné à terme.

Et c'est bien parce que ces intérêts sont différents que : premièrement, l'attitude de notre bourgeoisie face aux rapports inter-impérialistes sera aussi fonction des coups que nous lui porterons, et, deuxièmement, que cela étant aussi vrai des autres impérialismes, c'est en luttant dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie que le prolétariat des pays du second monde réussira à peser également sur les rapports inter-impérialistes eux-mêmes.

Par exemple, à la fin de 1978, le gouvernement français avait fait étudier confidentiellement la possibilité de mettre en place la 5^e équipe et de réduire la durée du travail vers les 35 h. dans la sidérurgie... à condition que le patronat de la RFA en fasse autant (les sidérurgistes allemands étaient alors en grève pour les 35 h.).

2°) *La bourgeoisie française a-t-elle les moyens de différencier sa politique en direction de la classe ouvrière ?*

Moyen classique de division, et que permettait l'existence des surprofits coloniaux. Les bases d'une

COMMENT "DEGRAISSER" SANS C.R.S.

Sept recettes pour réduire l'emploi
en limitant la casse



par Michel Sidhom

Pierre François est un PDG fort ennuyé. Ses affaires

CGT et CFDT, avec l'inspecteur du travail soupçonné de gauchisme et avec ce démagogue de pr l'enchantante guère. Encore moins le risque d'une grève, peut-être d'une occupation d'usine avec inter des CRS... Ah! comme M. François aimerait les « nous sommes tous dans le même bateau »!

Article paru dans le numéro d'avril 79 du journal «L'Expansion». Face à la résistance des travailleurs, les patrons doivent adapter leur tactique. Parmi les «recettes» préconisées : «le contrat à durée déterminée, pour l'entreprise, c'est toujours l'avantage».

telle politique sont aujourd'hui singulièrement réduites :

- les luttes des pays du Tiers-Monde ont réduit considérablement le montant de ses surprofits ;
- les luttes des OS, qui, en France, sont au cœur du procès de production, rendent aléatoires les résultats d'une telle politique. On peut corrompre quelques ouvriers qualifiés d'une usine automobile, cela n'assure pas pour autant la paix dans l'entreprise.

Ce qui, par contre, a été engagé, c'est une différenciation des travailleurs selon le statut avec le développement des emplois précaires, le projet d'augmentations de salaires

différentes selon la sécurité de l'emploi... Plutôt que la «corruption» d'une partie de la classe ouvrière, il s'agit là d'une remise en cause sélective de droits acquis. Ce qui ne rend pas cette politique moins dangereuse !

3°) *La bourgeoisie a-t-elle la possibilité de s'assurer la collaboration des directions syndicales ?*

C'est ce qui se pratique de longue date en Grande-Bretagne ou en RFA, avec des syndicats ouvertement réformistes, liés étroitement aux partis sociaux-démocrates. C'est aussi ce qui s'est réalisé selon des modalités différentes, en Italie et en Espagne avec des pactes liant la bourgeoisie et les directions syn-

dicales réformistes et révisionnistes.

Dans tous les cas, cette collaboration n'a pas été obtenue sans concession de la part de la bourgeoisie : elles ont été certes maigres envers les travailleurs, mais plus significatives envers les appareils syndicaux ou politiques qui ont obtenu certains pouvoirs, ou droits d'intervention sur les décisions.

Une telle combinaison est-elle définitivement exclue en France ? Il est évident qu'elle est obérée par deux particularités de la situation française :

- la tradition de lutte de la classe ouvrière française, qui a toujours rejeté massivement la collaboration de classe (que ce soit sous l'effet du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme).

- l'absence de crédibilité des syndicats ouvertement réformistes (Fo, CFTC) et la liaison étroite entre CGT et CFDT d'une part, et les partis révisionnistes et réformistes, maintenus strictement dans l'opposition, d'autre part.

De ce fait, une telle solution était exclue dans la perspective d'une victoire de la gauche aux élections : les partis de gauche n'en avaient nullement besoin, et au contraire, ils se seraient discrédités dans une telle aventure.

La défaite de la gauche a modifié la situation. Et la bourgeoisie a lancé quelques timides tentatives dans cette direction, auxquelles la direction de la CFDT n'est pas restée insensible. Mais il est certain que la bourgeoisie elle-même est très divisée sur un tel projet qui rencontrerait de toutes façons de sérieuses limites (indépendamment de la volonté propre des directions confédérales) :

- une telle solution n'est avantageuse pour la bourgeoisie que si la «paix sociale» lui est garantie en retour. Or, quelle centrale syndicale pourrait (à supposer qu'elle se permette de l'affirmer publiquement) la garantir aujourd'hui ?

- une telle solution n'est concevable que si les partenaires acceptent d'entrer explicitement dans le jeu réformiste, c'est-à-dire s'ils se contentent durablement des parcelles de pouvoir qui leur sont concédées (ce qui n'exclut pas qu'ils cherchent à les étendre lentement, ou à l'occasion d'une modification du rapport des forces). Or cela n'est pas le cas, au moins pour la

CGT qui reste une des armes essentielles du PCF dans la réalisation de son projet capitaliste d'Etat. La bourgeoisie ne se fait pas d'illusion sur l'usage que la CGT ferait des postes qui lui serait donnés.

- enfin une telle solution n'est concevable que si les organisations syndicales peuvent se prévaloir, en échange, de quelques résultats face aux travailleurs. Ce qui, on l'a vu, n'est guère envisageable aujourd'hui.

Il n'empêche néanmoins que la bourgeoisie tient sans doute cette solution en réserve, et soit disposée à tenter ponctuellement des expériences en ce sens. A noter, par exemple, le changement de ton des partis de droite à l'égard des syndicats, depuis les actions dans la sidérurgie, les propositions de mise en place de comités associant les syndicats à l'application des mesures sur l'emploi...

Les préférences du gouvernement vont plutôt dans ce domaine à l'institutionnalisation des négociations directes entre le patronat et les syndicats, afin d'écartier le risque d'un engagement trop important de l'Etat, et de tenter de préserver l'illusion de son «indépendance». Tactique dont le PCF n'est pas dupe, ce qui l'amène à réclamer à cor et à cris l'intervention directe du gouvernement dans toutes les négociations.

L'attitude des partis de gauche et des directions syndicales

L'échec de la gauche a provoqué une crise, à la fois interne aux organisations qui avaient soutenu le programme commun, et dans leurs relations. Il a également entraîné un réajustement des relations entre partis politiques et organisations syndicales.

— *Le PS :*

L'objectif qu'il visait par son engagement aux côtés du PCF est atteint, au moins sur le plan de son influence électorale, et il est même aujourd'hui dégagé des engagements contraignants qu'il avait dû souscrire. Moins dépendant que le PCF de son rapport aux masses, il est pour l'essentiel tourné vers ses débats internes, dont l'enjeu est de

savoir sur quelles bases engager la bataille pour les présidentielles.

— *La CFDT :*

Le «recentrage», fondement de la nouvelle stratégie de la CFDT, est en fait antérieur aux élections de mars 78 puisque les éléments essentiels en étaient contenus dans le rapport Moreau présenté devant le bureau national en janvier 78 (il avait été pratiquement rejeté). La réorientation se plaçait dans la perspective d'une victoire de la gauche et de la mise en place d'un gouvernement qui aurait été dominé par le PS. Il s'agissait alors pour le courant «mitterrandiste» de la CFDT d'éviter d'être prisonnier d'une alliance avec le PCF, par CGT interposée, et de se retrouver ainsi servant de masse de manœuvre dans des actions prenant pour cible la politique d'austérité d'un gouvernement PS.

La défaite de la gauche aux élections a permis à la direction de la CFDT de récupérer, non sans habileté, cette orientation dans un contexte différent. C'est E. Maire en personne qui a fait prendre le virage lors du Conseil National d'avril 78, en faisant adopter un rapport qui, pour l'essentiel, sert encore de base à l'orientation de la CFDT.

Cette orientation part d'une critique, pour l'essentiel juste, de la stratégie passée, imputée à la CGT : volonté de globaliser les revendications pour les ramener à une condamnation de la politique du gouvernement, et qui est accompagnée d'une globalisation des actions (grandes manifestations et journées d'action tous ensemble) totalement inefficaces sinon comme appui aux campagnes électorales. Cette stratégie, qui a fait la preuve de son incapacité à obtenir la satisfaction des revendications, conduit inévitablement à subordonner l'activité syndicale à celle des partis politiques de gauche.

E. Maire y oppose une stratégie qui se proclame «réaliste» : il faut partir du niveau où les problèmes se posent (l'entreprise, la branche) et y engager l'action avec comme objectif l'obtention de résultats tangibles, mêmes partiels, ce qui implique de prendre toute sa place dans les négociations. Les revendications avancées, tout en s'inscrivant dans la perspective d'une «autre logique de développement», doivent tenir

Crise et unité de la classe ouvrière

compte du rapport de forces sur le terrain, et non d'hypothétiques changements politiques.

Cette réorientation présente des aspects contradictoires :

- la dénonciation, explicite et largement répétée de la stratégie révisionniste de la CGT est positive, de même que le refus clairement exprimé d'engager la CFDT dans des initiatives qui ne visent qu'à récupérer les luttes au profit du PCF.

- l'accent mis sur la nécessité d'obtenir des résultats, d'être « efficace », est également positif, en ce que cela peut rendre confiance dans l'action syndicale. Cela peut aussi constituer une base de départ très saine pour la relance de la lutte.

- mais si obtenir des résultats est impératif, la question est de savoir comment y arriver. Dans les faits, ce qui a été privilégié, ce sont les négociations à tous les niveaux, et ce ne sont pas les moyens d'action qui ont été adaptés aux objectifs, mais bien les objectifs qui ont été rabaisés au niveau d'un rapport de force qu'on n'a pas cherché à améliorer.

- refuser une globalisation systématique ne doit pas conduire à la dispersion, à l'émiettement des luttes. Le patronat s'efforce déjà à différencier les problèmes selon les branches, les entreprises, il ne faut pas donner prise à cette politique.

L'objectif immédiat d'E. Maire était de se dédouaner de sa responsabilité dans une stratégie qu'il avait appliquée, et d'essayer de tirer parti du discrédit qui entoure la CGT. Une nouvelle phase de rivalité aiguë entre les deux confédérations est ouverte qui, si cela peut contribuer à relancer le débat sur les orientations à donner à l'activité syndicale, a aussi pour effet de raviver les querelles de boutique à tous les niveaux, sans profit pour l'action.

On peut s'interroger également sur les objectifs à plus long terme visés par Maire et son équipe.

Depuis les élections, les liens entre le PS et la direction de la CFDT se sont nettement relâchés. Certes, ils n'ont jamais été aussi étroits que ceux qui existent entre la CGT et le PCF. Les rivalités entre les tendances au sein du PS en sont une des raisons, et les reclassements qui se préparent les aiguissent aujourd'hui. Ce n'est donc sans doute pas principalement en

fonction de la stratégie du PS, ou d'une de ses tendances, que le recentrage a été relancé en avril 78.

E. Maire fonde sans doute davantage sa stratégie sur une constatation relativement simple :

- la perte d'influence très régulière de la CGT et qui se poursuit.

- l'existence d'une base de masse assez large pour un syndicalisme en apparence indépendant des partis politiques et plus ouvert à la négociation.

- la poursuite de la crise politique conduira tôt ou tard la bourgeoisie à chercher des compromis avec les organisations syndicales qui l'accepteront.

Il s'agit donc d'occuper sur le terrain syndical la place d'une centrale assez clairement réformiste, pour attirer une clientèle aujourd'hui non syndiquée (voire pourquoi pas aboutir un jour à une fusion avec la FEN et tout ou partie de FO), tout en conservant des thèmes « novateurs » et un langage progressiste.

Présenté avec une certaine habileté, ce projet a rencontré un écho plus large que prévu. Cela ne signifie pas que toute contestation ait été éliminée (les congrès qui se sont tenus depuis le montrent) mais que premièrement, elle manque d'un projet crédible capable de la rassembler, deuxièmement que la dimension réformiste du recentrage n'est pas encore largement perçue. La pratique y contribuera !

- Le PCF :

La crise ouverte au sein du PCF à la suite des élections semble durable. La possibilité de mise en œuvre de son projet de capitalisme d'Etat étant renvoyé à des échéances lointaines, la priorité a été accordée par la direction du PCF à tenter d'enrayer les reculs de son influence, et de résoudre ses problèmes internes. Pour cela, elle a durci son attitude, et adopté une tactique qui ne laisse guère de place à la nuance :

- poursuite des attaques contre le PS ;

- isolement des contestataires internes, qu'on élimine progressivement, sans compromis ;

- dénonciation d'un « complot contre le PCF » qui viserait à l'empêcher de s'exprimer (!) ;

- mise en avant de ses propositions capitalistes d'Etat, doublées d'un rapprochement très net de l'URSS, et de chauvinisme ;

- enfin, présence systématique, et

la plus voyante possible, sur le terrain, et en particulier dans les luttes ouvrières. Toutes les occasions sont bonnes pour qu'il sorte ses élus, écharpe au vent, venant réaffirmer sans ambage que le PCF est le seul défenseur des intérêts des femmes, des ouvriers, de la France...

Même si ses propositions, ses explications, en particulier économiques, ne sont pas sans écho, il est certain qu'une telle tactique ne permet guère de convaincre les septiques, ceux qui s'interrogeaient déjà sur le PCF. Aussi mise-t-il essentiellement sur son apparition dans les luttes qui ne l'intéressent que dans la mesure où elles peuvent lui servir de faire-valoir, n'hésitant pas à faire le « forcing » dans des opérations de récupération outrancières.

Cela n'est d'ailleurs pas sans susciter des réactions de la part des travailleurs, et même de militants CGT, qui trouvent une telle présence du PCF parfois bien encombrante.

- La CGT :

La CGT a été secouée par l'échec de la gauche :

- montée d'une contestation interne, d'abord menée par le PS, mais qui s'est élargie ensuite ;

- rupture de l'unité d'action avec la CFDT et risque sérieux d'isolement face à un cartel de fait CFDT-FO-FEN ;

- démobilisation des militants, désyndicalisation, nombre de travailleurs ne voyant plus guère d'intérêt à appartenir à une organisation inefficace sur le plan syndical, et de plus très peu démocratique.

La priorité absolue a été donnée par la direction confédérale à tenter d'enrayer cette désagrégation dangereuse. Au rythme où l'évolution est engagée, le risque est réel de voir la CGT dépassée en représentativité par la CFDT (c'est déjà le cas dans certaines branches importantes, comme la mécanique).

Cela fut engagé en plusieurs temps, et notamment à l'occasion du 40^e congrès confédéral.

1^o) En direction du PS tout d'abord. Il s'agissait avant tout d'empêcher la constitution d'une tendance organisée, voire des démissions fracassantes plus ou moins massives. Le risque n'était sûrement pas imaginaire, mais le bureau confédéral s'en est saisi et dès le

mois de mai orchestre une grande campagne (qui sera reprise plus ou moins vigoureusement) en vue de faire condamner à l'avance toute manœuvre dans ce sens. Simultanément, des négociations s'engagent avec le PS pour lui garantir un plus grand nombre de postes dans les instances dirigeantes (des directives explicites sont données en ce sens aux fédérations et UD lors de la préparation du Congrès, et des candidatures leur sont même imposées par le bureau confédéral).

2°) A l'égard des militants de tous horizons qui s'interrogent sur la pertinence de l'action passée, et sur les perspectives offertes, c'est l'opération 40^e Congrès. Parole leur est donnée dans de nombreuses tribunes libres, des ouvertures se dessinent sur des points secondaires (femmes, cadre de vie). Surtout, des sujets qui étaient autrefois tabous commencent à être abordés : démocratie syndicale, indépendance à l'égard du PCF...

Ce «foisonnement» est certes d'abord destiné à servir de soupape de sécurité pour éviter un rejet trop massif, et pour donner un visage plus avenant de la CGT. Mais il permet également à la direction confédérale de récupérer au passage quelques thèmes (l'autogestion par exemple) qu'elle avait délaissés, voire combattus.

3°) Vis à vis de la CFDT, c'est la proposition faite, à grand fracas, du haut de la tribune du 40^e Congrès de la mise en place d'un «Comité national d'unité d'action», proposition qui est relayée avec plus ou moins de vigueur aux différents niveaux, mais qui place la CGT en position d'offensive sur l'unité d'action. Par la suite, elle s'efforcera de conserver l'initiative en ce domaine.

4°) Vis à vis des travailleurs qui se détournent de la CGT, incitation est donnée aux organisations et aux militants de «retourner au charbon», d'occuper le terrain, de se saisir de toute revendication, si petite soit-elle, pour prouver que la CGT est encore capable de mener des luttes et de remporter des succès. « Plus question de se contenter de proclamer que la CGT est la meilleure, maintenant, il faut aussi le prouver »...

Tout ceci a permis d'assurer le maintien, et même le durcissement des options politiques fondamentales. Celles-ci, adoptées par le 40^e Congrès, sont d'une précision

redoutable dans leur alignement sur celles du PCF (10). Fort de cette approbation, qui couvre également la période électorale, la direction confédérale est prête à toute éventualité, notamment en cas d'une nouvelle confrontation avec le PS, et pourra se prévaloir en toute impunité des «options propres de la CGT». De même, le bureau confédéral a-t-il emboîté le pas sans hésitation au PCF dans ses attaques contre la Chine. Il est manifestement des «domaines réservés» sur lesquels toute concession est exclue.

C'est donc à une opération de ravalement, portant plus sur la forme que sur le fond que la direction PCF s'est livrée dans la CGT. Mais celle-ci, non seulement n'a pas été suffisante pour enrayer la contestation, mais elle en a suscité de nouvelles :

- Des brèches ont été ouvertes. Dans une organisation où émettre un doute était considéré comme blasphématoire, la contestation peut désormais s'exprimer au grand jour... même si cela ne change pas grand chose aux décisions. Cette évolution gagne largement des militants qui jusque là se réfugiaient dans une confortable orthodoxie, redoutant d'avoir à affronter pressions et représailles.

- Cette ouverture, pour relative qu'elle soit, n'est pas du goût de tout le monde. Sans spéculer sur les divisions au sein du bureau confédéral (11), il est certain qu'une partie du PCF, notamment aux niveaux intermédiaires de l'appareil de la CGT, n'entend pas remettre en cause quoi que ce soit. Pour eux l'appui ouvert et net de la CGT au PCF est, surtout dans la période actuelle où il est fortement sollicité, plus important que l'image de marque de la CGT.

Ces contradictions, même si elles ne se révèlent pas ouvertement avec une très grande ampleur, alors que la CGT n'a pas encore clairement établi sa stratégie revendicative, peut conduire à une attitude différenciée dans les luttes, en fonction des situations et des rapports de forces qui se manifestent localement.

Il faut souligner également l'importance accordée de plus en plus aux «solutions économiques» proposées par la CGT dans le cours des luttes. L'exemple le plus net est fourni par le mémorandum de la

Fédération de la Métallurgie sur la sidérurgie. Ce qui est plus nouveau, c'est le rôle qui est dévolu à de telles propositions. J.L. Moynot, membre du bureau confédéral, en donne un aperçu dans un article paru récemment et intitulé «la lutte aujourd'hui» (12).

La crise et les restructurations auxquelles elle donne lieu apparaissent ainsi à J.L. Moynot non seulement comme inévitables, ce qui d'une certaine façon est nouveau de la part de la CGT, mais encore comme un moyen d'avancer, certes à une échelle très réduite, vers la réalisation du capitalisme d'Etat. Conceptions qu'on ne peut qualifier de simplement réformistes, car elles s'inscrivent dans un projet de restructuration du pouvoir, mais qui, à bien des égards, pourraient converger vers les préoccupations de nombre de dirigeants syndicaux.

Les conséquences pour les luttes aujourd'hui

Une partie des obstacles qui étaient rencontrés antérieurement subsistent pour l'essentiel, et se sont plutôt renforcés du fait de la politique menée par la bourgeoisie.

S'il n'y a pas eu de réelle démobilisation, des interrogations subsistent sur les possibilités et les moyens d'engager la lutte avec succès. Si pour une part, elles correspondent à l'exigence d'efficacité des actions, elles constituent, en particulier parmi les couches les moins directement touchées par la crise, un frein à l'extension des luttes, et même à la solidarité.

Mais sur d'autres plans, importants, la situation s'est modifiée :

- la disparition du «mythe» de la victoire de la gauche conduit à examiner avec plus de lucidité, et les projets politiques du PS et du PCF, et la voie de la lutte aujourd'hui ;

- les contradictions, les doutes par rapport aux partis de gauche se sont accrus ;

(10) Cf chapitre 3 du rapport d'orientation dans *Le Peuple* n°1052, p.19.

(11) Cf l'article de J. Roy dans *Le Monde* du 17 mars 1979.

(12) Voir encadré.

- le relatif discrédit qui frappe les directions syndicales, l'extension des contradictions au sein même des structures, leur permettent moins de peser sur le développement des luttes. Mais en même temps, la division syndicale a des aspects négatifs.

Cela permet de tracer les grandes lignes des conditions pour la reprise d'une dynamique de développement du mouvement des masses.

● Aider à reconstruire le rapport de forces face à la bourgeoisie.

Reconstruire ce rapport de forces, à tous les niveaux, exige de réunir un certain nombre de conditions, de lever un certain nombre d'obstacles qui pèsent à la fois sur le cours et sur l'issue des luttes. Elles portent sur :

— L'unité des travailleurs.

Cette unité ne va pas de soi. Elle exige une lutte idéologique et politique, mais aussi revendicative, quotidienne, contre tout ce qui divise les travailleurs. Lutte à l'entreprise, contre l'extension des emplois précaires, la diversification des salaires, les discriminations à l'encontre des femmes et des immigrés... lutte au niveau local et régional contre le chômage et les suppressions d'emploi.

— La coordination.

Briser l'isolement des luttes est un besoin vital pour leur succès. Cela nécessite d'abord d'informer, de populariser les luttes qui se mènent et les acquis obtenus, en favorisant les rencontres des travailleurs. C'est aussi organiser le soutien et la solidarité. Les exemples du Nord et de la Lorraine montrent à cet égard la possibilité et l'importance de ce travail au niveau local et régional.

— La démocratie.

Il ne s'agit pas là d'une préoccupation formelle ou de principe. Si on veut vraiment s'appuyer sur les travailleurs, il faut leur donner les moyens effectifs de peser sur les décisions, leur donner toutes les informations qui leur permettent de se faire un point de vue sur la mobilisation, l'avancée du mouvement, tracer clairement avec eux les perspectives de la lutte. Certes, il est nécessaire de combattre les idées fausses, mais cela se mène par la persuasion, et non en se substituant aux travailleurs pour décréter ce qui est bon pour eux.

— La répression.

Comment pourrions-nous espérer

«La lutte aujourd'hui»

Extraits d'un article de J. L. Moynot,
membre du bureau confédéral de la CGT,
paru dans *Le Peuple* n°1056 du 1^{er} mars 1979

«Il ne peut s'agir seulement de mettre en échec une politique qui aggrave la situation. La crise est une réalité plus profonde que la politique mise en œuvre par le pouvoir, et que les décisions des entreprises ou des groupes dans ce contexte. Il y a une réalité objective du mouvement de l'économie dans les rapports de production et d'échanges capitalistes.

(...) Jusqu'à présent, quand nous évoquons la crise et les développements récents de la situation économique et sociale du fait de celle-ci et de la politique actuelle, nous en voyons surtout le côté négatif : le fait qu'il est plus difficile de lutter et d'emporter des succès sur les bases traditionnelles.

Si nous persistions à en rester là, nous risquerions fort d'être dépassés. En définitive, la crise nous oblige, mais aussi nous permet de porter la lutte sur des objectifs qui touchent aux structures mêmes du système capitaliste avec des chances réelles, tenant aux conditions objectives, d'aboutir à des résultats.

La crise nous contraint, et nous rend possible de nous emparer dans la lutte des problèmes économiques pour en acquérir la maîtrise. C'est une nécessité pour l'immédiat, et en même temps cela ouvre davantage de perspectives d'avenir aux luttes d'aujourd'hui.

Je n'entre pas ici dans toutes les questions pratiques que cela soulève. Ce n'est certes pas sans risques. Mais il y a deux garde-fous :

- faire de notre démarche, et notamment de l'élaboration de nos objectifs l'affaire de la masse des travailleurs ; la contribution des ICT est un élément essentiel de leur entrée dans la lutte, de la convergence et de l'unité de tous les travailleurs.

- développer nos solutions concrètes dans la perspective des changements fondamentaux pour lesquels nous luttons».

mobiliser les travailleurs si nous nous laissons priver du droit de grève, de manifestation, d'expression ? Il faut, dans l'unité la plus large, riposter fermement contre toutes les atteintes aux droits syndicaux et aux libertés démocratiques, même minimes.

— Les formes d'action.

S'il n'y a pas de «recette miracle», de transposition hâtive à faire, il est certain qu'il faut mettre en avant des formes d'action efficaces. Efficaces quant aux coups portés à la bourgeoisie, efficaces quant à la popularisation et au renforcement de la mobilisation et de la détermination des travailleurs.

Sur chacun de ces points des éléments de réponse existent. Ils sont présents dans la riche expérience accumulée par les travailleurs et qui progresse chaque jour. Il faut contribuer à la centralisation, la systématisation, la popularisation de

cette pratique dispersée, mais concrète et vivante.

● Aider à la compréhension de la crise

Cette compréhension a déjà largement progressé par la constatation de l'ampleur de la crise, de son caractère durable, de l'incapacité de la bourgeoisie à en sortir. Les travailleurs ont vu ce que valaient les promesses démagogiques, les déclarations hâtivement optimistes sur «la fin du tunnel». Les sidérurgistes qui ont vécu la fermeture des usines de Thionville savent maintenant qu'ils sont le dos au mur, qu'après la suppression de celles de Longwy il n'y a plus rien.

Pourtant des questions sont posées : pourquoi ferme-t-on cette usine là et pas une autre ? Est-il vrai qu'on ne peut la maintenir en activité à cause de la concurrence ? Qui prend les décisions ? Les groupes

Crise et unité de la classe ouvrière

financiers, l'Etat, le Marché commun ? Serait-il possible d'éviter tout cela ?

Fournir des réponses à ces questions est important à plusieurs titres :

- pour combattre les arguments avancés par la bourgeoisie, fondés comme toujours sur des considérations techniques dites «inévitable».

- pour combattre les illusions répandues par les réformistes, en particulier la CFDT, qui, acceptant cette logique, cherchent principalement à en aménager les conséquences, aussi bien que par les révisionnistes dont les propositions économiques sont partie prenante d'un projet plus vaste, le capitalisme d'Etat.

- pour progresser dans la compréhension de la nature de la crise politique, de la nocivité du capitalisme, de la nécessité de la révolution et du socialisme.

- pour progresser également dans la détermination concrète du projet de société socialiste.

Pourquoi, en effet, laisser le terrain libre à la bourgeoisie, aux réformistes, aux révisionnistes ? Cette crise qui met à jour de la manière la plus brutale les mécanismes et les contradictions qui fondent l'impérialisme, nous fournit des exemples concrets, immédiatement perceptibles, sur lesquels peut s'appuyer la propagande communiste. Et les travailleurs, même ceux qui, aujourd'hui en lutte, sont confrontés d'abord à des problèmes immédiats, attendent des explications sur ces questions.

● Construire l'unité du mouvement de masse

Construire l'unité du mouvement de masse, et d'abord l'unité de la classe ouvrière, nécessite de poser et de résoudre deux types de problèmes :

- celui du décalage entre la frange avancée de la classe ouvrière, la plus consciente, la plus déterminée, et le reste du peuple.

- celui du lien à établir entre les luttes ouvrières, et les multiples secteurs de luttes (femmes, écolo-

gistes, locataires,...), dont la base est anti-capitaliste et qui affirment, à des degrés divers, leur autonomie par rapport aux forces bourgeoises, et qui ont connu un essor nouveau et assez autonome ces dernières années.

Cette question a été développée plus longuement dans un article précédent de *Front Rouge* (13), il convient toutefois de voir rapidement certains points liés à l'essor nouveau des luttes ouvrières.

— *Ne risque-t-on pas de noyer les éléments avancés dans un rassemblement irrésolu, indécis, qui pèsera finalement sur le cours même des luttes ?*

Ce risque est réel, d'autant plus que réformistes et révisionnistes, pour leur propre compte, tenteront toujours de noyer les luttes les plus avancées.

Pourtant, et l'expérience des années 75-76 le montre, le risque inverse de l'isolement des luttes les plus avancées n'est-il pas aussi dangereux ? Briser cet isolement exige de renforcer la volonté de lutte dans toutes les couches de travailleurs qui, pour diverses raisons, hésitent aujourd'hui à entrer en action. Et pour y arriver il est nécessaire de mener une lutte idéologique et politique, non seulement pour soutenir l'action des éléments les plus avancés, mais également pour combattre le pessimisme, le scepticisme qui domine encore ailleurs. Les actions menées par les sidérurgistes ont rencontré un écho important auprès de franges très larges non seulement de la classe ouvrière, mais également chez les employés, les jeunes,... Il y a une volonté réelle et sincère d'appuyer ces actions, mais aussi d'en suivre l'exemple et de les reprendre dans le cadre de ses propres luttes. Et cela est finalement positif.

— *Quels rapports y a-t-il entre des mouvements tels que les écologistes, les femmes,... dont les objectifs sont justes, mais dont les options sont souvent floues, et les luttes de la classe ouvrière ?*

L'exemple de luttes récentes permet là encore de fournir des éléments de réponse. La lutte des

foyers SONACOTRA n'est -du strict point de vue de ses objectifs revendicatifs- qu'une lutte sur les conditions de logement. Pourtant ses répercussions sont très grandes non seulement en tant que lutte contre le racisme mais également par la contribution qu'elle fournit à l'organisation et à la mobilisation des immigrés dans les usines. Autres exemples : parmi les nombreuses opérations «coup de poing» des travailleurs de Longwy, l'une d'elles visait la société de HLM, et cela ne concernait pas les seuls sidérurgistes.

Il ne s'agit pas évidemment de susciter ou d'appuyer des rassemblements de mécontents, dans lesquels tout le monde est supposé lutter avec tout le monde. Mais il est indispensable de s'appuyer, à chaque fois que cela est possible, sur les points forts pour engager, développer la dynamique du mouvement de masse, stimuler les aspirations révolutionnaires.

● Lutter contre le révisionnisme

Qu'il s'agisse de construire le rapport de forces face à la bourgeoisie, en faisant l'unité des travailleurs, en coordonnant les luttes, en développant la démocratie, en promouvant des actions efficaces, qu'il s'agisse d'approfondir la compréhension de la crise ou de construire l'unité du mouvement de masse, point par point, les solutions à mettre en œuvre s'opposent aux conceptions et aux pratiques révisionnistes.

C'est, concrètement, dans le cours même des luttes que cette opposition se révèle le plus clairement, que les contradictions latentes dans les rangs des travailleurs influencés par le révisionnisme, s'élargissent. Mais on ne saurait attendre du seul mouvement spontané de ces contradictions qu'il fournisse la compréhension de la nature du révisionnisme. L'expérience de ces derniè-

(13) *Quel front construire aujourd'hui ? Front Rouge n°3 - nouvelle série - été 1978.*

res années peut encore confirmer ce point. Si l'on doit se saisir, sans sectarisme, de toutes les occasions possibles pour élargir les contradictions, la dénonciation du révisionnisme ne peut être menée à son terme sans une compréhension claire de sa nature et de la signification du projet politique dont il est porteur.

CONCLUSION

L'étude de l'évolution des luttes depuis 1968 montre qu'il n'y a pas de lien mécanique entre le niveau et les formes de lutte de classe, et le degré d'intensité de l'exploitation capitaliste. Les effets de la crise, qui se manifestent au grand jour depuis quelques années, en aggravant les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, en portant atteinte aux droits qu'elle avait acquis, renforcent la nécessité objective de la lutte. Mais en même temps l'ouverture de la crise a suscité des obstacles, pour une part nouveaux, qui rendent plus difficiles les conditions du combat. C'est aussi en s'appuyant sur ces difficultés que réformistes et révisionnistes peuvent dévoyer les espérances populaires vers un soutien à leurs tentatives pour accéder au pouvoir. Ils y sont parvenus assez largement avant mars 1978. Ils s'y emploient encore aujourd'hui, dans des conditions certes moins favorables pour eux, et ils s'y emploieront encore à l'avenir, car ils ont besoin, les uns et les autres, d'apparaître comme le seul recours, la seule chance pour le peuple d'améliorer sa condition.

Tracer la voie de la lutte nécessite de prendre la mesure de chacun des obstacles qu'elle rencontre, de les analyser, de trouver les moyens de les lever en s'appuyant sur les aspirations justes des masses. La multiplicité des facteurs qui interagissent sur les conditions de la lutte, le poids du réformisme et du révisionnisme, rendent cette tâche complexe. Mais elles lui donnent aussi un enjeu important.

C'est qu'en effet les luttes ouvrières présentent aujourd'hui des aspects nouveaux, importants pour le développement des facteurs révolutionnaires.

1) Les luttes ouvrières aujourd'hui, révélatrices des rapports sociaux capitalistes.

Les luttes ouvrières les plus importantes, les plus significatives, ne se réduisent pas aujourd'hui à l'affrontement entre un capitaliste, et ses ouvriers, mais conduisent rapidement à révéler une large part des rapports entre la bourgeoisie et son système de domination d'une part, et le peuple d'autre part.

Quand les travailleurs se voient opposer à leurs revendications des directives gouvernementales, les exigences de la concurrence internationale, la nécessité des restructurations, ... c'est le mécanisme des rapports inter-impérialistes, la logique du profit qui sont explicités. Quand les travailleurs ont à affronter la police, la justice, ils font l'expérience de la nature de classe de l'Etat. Quand ils voient le compte-rendu de leurs luttes à la télévision ou dans la presse bourgeoise, c'est la subordination des moyens d'information à la classe dominante qui apparaît de manière éclatante.

Et la classe ouvrière, dans la popularisation de ses luttes, peut constater l'écho que celles-ci rencontrent parmi les différentes couches et classes sociales, les rapports des classes sociales les unes avec les autres.

Certes ces différents aspects existaient déjà à des degrés divers bien avant la crise. Mais l'ampleur des réorganisations, tant économiques que politiques et idéologiques auxquelles la bourgeoisie est contrainte, la nécessité pour les réaliser de mobiliser l'ensemble de ses moyens d'oppression, renforcent considérablement le rôle décapant que jouent les luttes sur l'ensemble des rapports de classe.

Certes les luttes qui, ayant pour seul but l'amélioration de la situation des ouvriers, et qui restent cantonnées au cadre étroit de l'usi-

ne ne présentent pas ces aspects au même degré. Mais une caractéristique nouvelle de la situation, liée justement à l'ouverture de la crise politique, est que de plus en plus de luttes ne peuvent être cantonnées à ce cadre étroit, et que cela est même de plus en plus rare pour les conflits les plus importants, les plus significatifs, ceux qui sont les plus commentés et les plus discutés.

Cela n'exclut pas non plus la nécessité de l'intervention du Parti communiste pour aider à la compréhension de la nature et de l'évolution des contradictions sous leurs différents aspects, ainsi que nous l'avons vu dans la partie précédente («Aider à la compréhension de la crise»).

2) Les différentes forces politiques sont présentes dans les luttes, dont elles influencent directement ou indirectement l'évolution et l'issue.

L'analyse de l'évolution des luttes depuis 1968 montre l'importance de cette influence. Elle se révèle directement par la force et la propagande des appareils politiques du PCF -et à un degré nettement moindre du PS- dans les entreprises, mais elle ne s'y limite pas.

Leur influence passe par leur présence organisationnelle dans les syndicats, dans les municipalités, au Parlement, dans la presse, ... Sous des étiquettes diverses, les révisionnistes enserrment ainsi les travailleurs dans un faisceau convergent d'explications, de propositions, de propagande. Le pouvoir d'attraction des réformistes et des révisionnistes tient aussi de ce qu'ils masquent leurs projets politiques par des solutions qui prétendent répondre, rapidement et sans effort, aux préoccupations les plus immédiates des masses, et fournir un débouché voire un substitut aux luttes. Prétendant satisfaire les aspirations populaires en faisant l'économie d'une transformation radicale de la société, réformistes et révisionnistes sont d'autant plus forts que la perspective de cette transformation apparaît plus éloignée, que le pessimisme et l'attentisme sont plus développés dans la classe ouvrière.

L'anarcho-syndicalisme, dont les traces sont encore vivaces chez nombre de syndicalistes en France, tend d'ailleurs à renforcer le poids de cette influence. Niant la nécessité du Parti, surestimant les capacités du mouvement spontané des masses, l'anarcho-syndicalisme conduit à sous-estimer l'impact des partis révisionnistes et réformistes sur le développement des luttes, et à ne retenir de leurs propositions que ce qui paraît contribuer dans l'immédiat au rapport de forces de la classe ouvrière. Ainsi l'idée selon laquelle la victoire de la gauche en 1978 aurait contribué à développer les luttes, sans pour autant hypothéquer la capacité de résistance de la classe ouvrière avant comme après les élections, était-elle assez répandue dans ce courant.

3) Le développement même des luttes exige des combattre les conceptions erronées au sein des masses, et contribue en retour à transformer leur situation subjective.

Nous avons vu le poids particulier que prennent aujourd'hui les conceptions politiques prônées par les réformistes et les révisionnistes, qui, ainsi que les facteurs de division entretenus au sein de la classe ouvrière, renforcent le pessimisme et l'attentisme face aux luttes. Mener les luttes de manière conséquente exige de les combattre, pied à pied, les unes après les autres.

En retour les luttes contribuent elles-mêmes à faciliter ce combat contre les idées erronées :

- la classe ouvrière prend conscience de sa force, de sa capacité à vaincre quand elle est unie et déterminée,

- les différentes forces politiques se révèlent face aux luttes et aux problèmes concrets qu'elles ont à résoudre,

- les aspirations révolutionnaires peuvent se développer dans la mesure où s'approfondit la conscience de la nécessité de remettre en cause non seulement un aspect de la situation immédiate, mais l'ensemble des rapports sociaux,

- les luttes constituent un lien qui réunit dans une même action la frange la plus avancée de prolétariat et le reste des travailleurs.

4) L'enjeu des luttes ouvrières dépasse aujourd'hui le simple cadre de l'amélioration immédiate du sort des travailleurs.

En effet comme nous l'avons vu, la remise en cause de la situation acquise par les travailleurs est aujourd'hui indispensable pour l'impérialisme français. Et cette remise en cause ne concerne pas seulement les conditions matérielles d'existence des masses, mais aussi les droits et les libertés qu'elles ont conquis.

On voit ainsi que le développement des luttes ouvrières est directement lié à la mise à jour, à l'approfondissement des contradictions qui définissent la base matérielle et la superstructure idéologique et politique de l'impérialisme français. Liaison dialectique dans laquelle on ne peut compter sur le seul développement spontané du mouvement de masses, et où l'intervention du Parti communiste est déterminante. C'est alors et dans ces conditions que les luttes contribuent à l'approfondissement de la crise politique, et au développement des facteurs révolutionnaires.